ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN PARC PHOTOVOLTAIQUE SUR LA COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET

Commune de Saint-Brice-sous-Forêt (95)

RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'IMPACT

Mars 2026



SOMMAIRE

1 PRESENTATION DU PROJET 3
2 HISTORIQUE ET CONCERTATION PREALABLE 7
3 ETUDE D'IMPACT 8
3.1 CHOIX DE LA LOCALISATION ET DU PROJET RETENU 8
3.2 DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION 10
3.3 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT 11
3.3.1 MILIEU PHYSIQUE 12
3.3.2 MILIEU NATUREL 15
3.3.3 MILIEU HUMAIN 16
3.3.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE 19
3.4 IMPACTS DU PROJETS ET MESURES ASSOCIEES 21
3.4.1 MILIEU PHYSIQUE 21
3.4.2 MILIEU NATUREL 24
3.4.3 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LES HABITATS 24
3.4.4 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LA FLORE 24
3.4.5 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LA FAUNE 24
3.4.5.1 Impacts résiduels et mesures pour l'avifaune 24
3.4.6 MILIEU HUMAIN 25
3.4.7 PAYSAGE ET PATRIMOINE 27
3.5 MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT 34
3.6 IMPACTS SUR LES SITES NATURA 2000 36
3.7 ANALYSE DES EFFETS CUMULES AVEC LES AUTRES PROJETS CONNUS 36
3.8 VULNERABILITE DU PROJET FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AU RISQUE D'ACCIDENT OU DE CATASTROPHES MAJEURS 37
3.9 EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT AVEC ET SANS PROJET 38
3.10 METHODOLOGIE ET AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT 43
4 CONCLUSION 44

1 PRESENTATION DU PROJET

Le projet est porté par une société par action simplifiée dédiée à cela, uniquement constituée d'entités publiques et parapubliques :

- La communauté d'Agglomération Plaine Vallée, à l'initiative du projet, et qui est propriétaire du foncier
- La ville de Saint-Brice-sous-Forêt, commune d'accueil du projet
- La SEMAVO (Société d'Économie Mixte Départementale pour l'Aménagement du Val d'Oise) dont la nature même de son statut (Économie Mixte) et la qualité de son actionnariat (le Conseil Départemental du Val d'Oise possède plus de 70% de son capital) lui confèrent une vocation pour réaliser des interventions d'intérêt général
- Le SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France), porteur industriel du projet dont la mission est développée ci-après

Le temps de la création de la société de projet, la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée portera le dossier du Permis de Construire.

L'objectif final est la mise en place de panneaux photovoltaïques avec les modèles d'équipements photovoltaïques les plus adaptés au site, la mise en service, l'opération et la maintenance du parc pendant la durée d'exploitation de la centrale, tout en ayant une activité d'élevage ovin sous panneaux.

Le projet est situé au Sud-Est du territoire communal de Saint-Brice-sous-Forêt, dans une zone à dominante urbaine, incluant plusieurs quartiers des communes de Saint-Brice-sous-Forêt, Groslay et Sarcelles. L'accès au site se fait via la route départementale RD301 par l'Ouest, qui borde le site. Une voie ferroviaire longe également la limite nord de la zone d'implantation potentielle.



Photographies de la zone d'implantation potentielle – Source : SOLER IDE, avril 2025

Le projet de centrale agrivoltaïque développe une puissance d'environ 8,39 MWc. Il s'étend sur une surface finale de 8,5 ha. La production électrique moyenne annuelle attendue est de 9002 MWh, soit la consommation moyenne annuelle d'environ 1 393 personnes.

L'énergie produite sera acheminée, via un raccordement électrique souterrain, au poste électrique source de Plessis-Gassot.

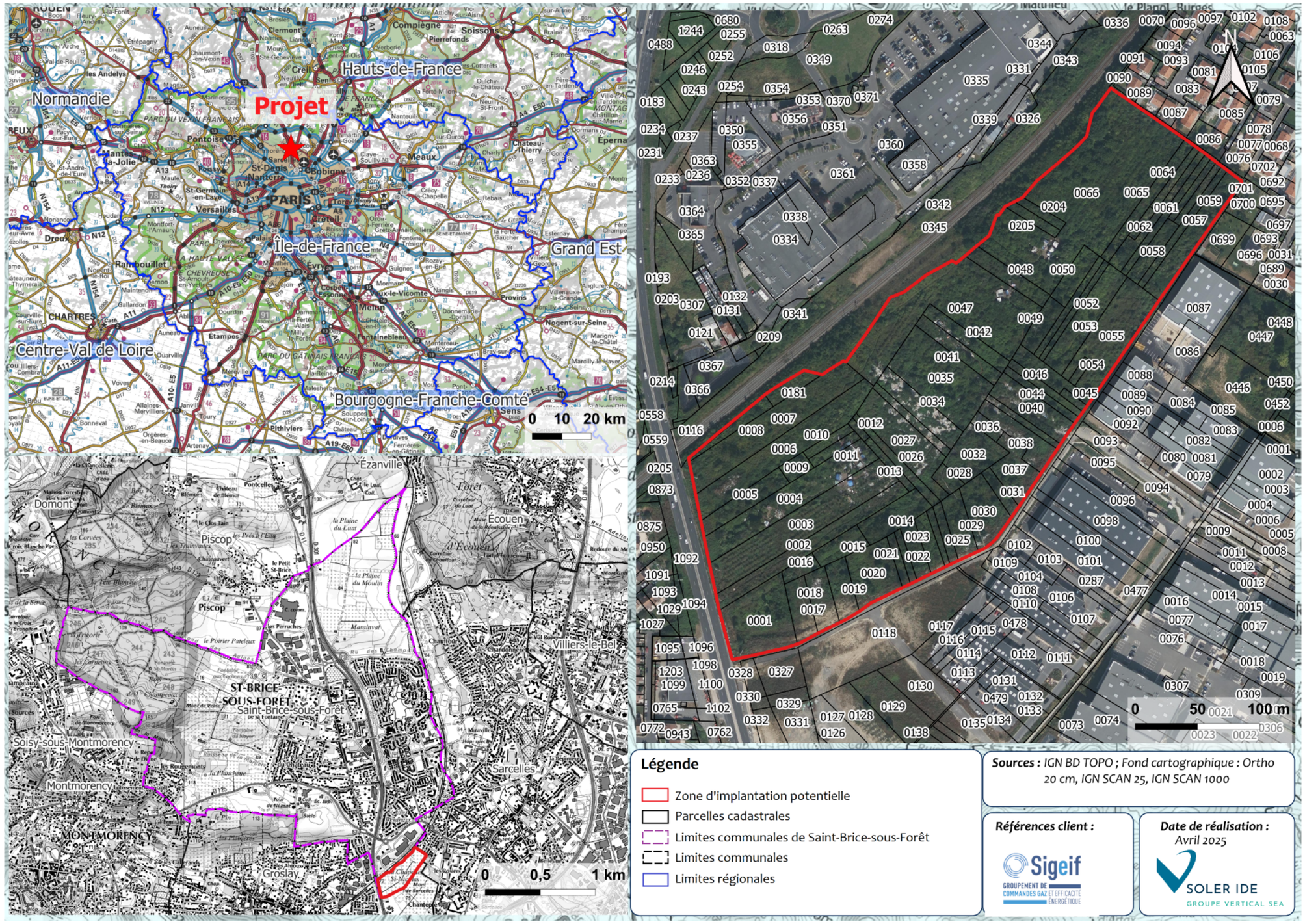
La centrale solaire sera notamment composée des éléments suivants :

- Des panneaux photovoltaïques ;
- Des structures supportant les modules ;
- Des locaux techniques : onduleurs, postes de transformation, poste de livraison ;
- Un conteneur de stockage ;
- Des pistes pour la circulation ;
- Des aires de déchargement et chantier ;
- Une clôture encerclant la centrale et un/des portails d'accès ;
- Un système de télé-suivi de la centrale solaire.

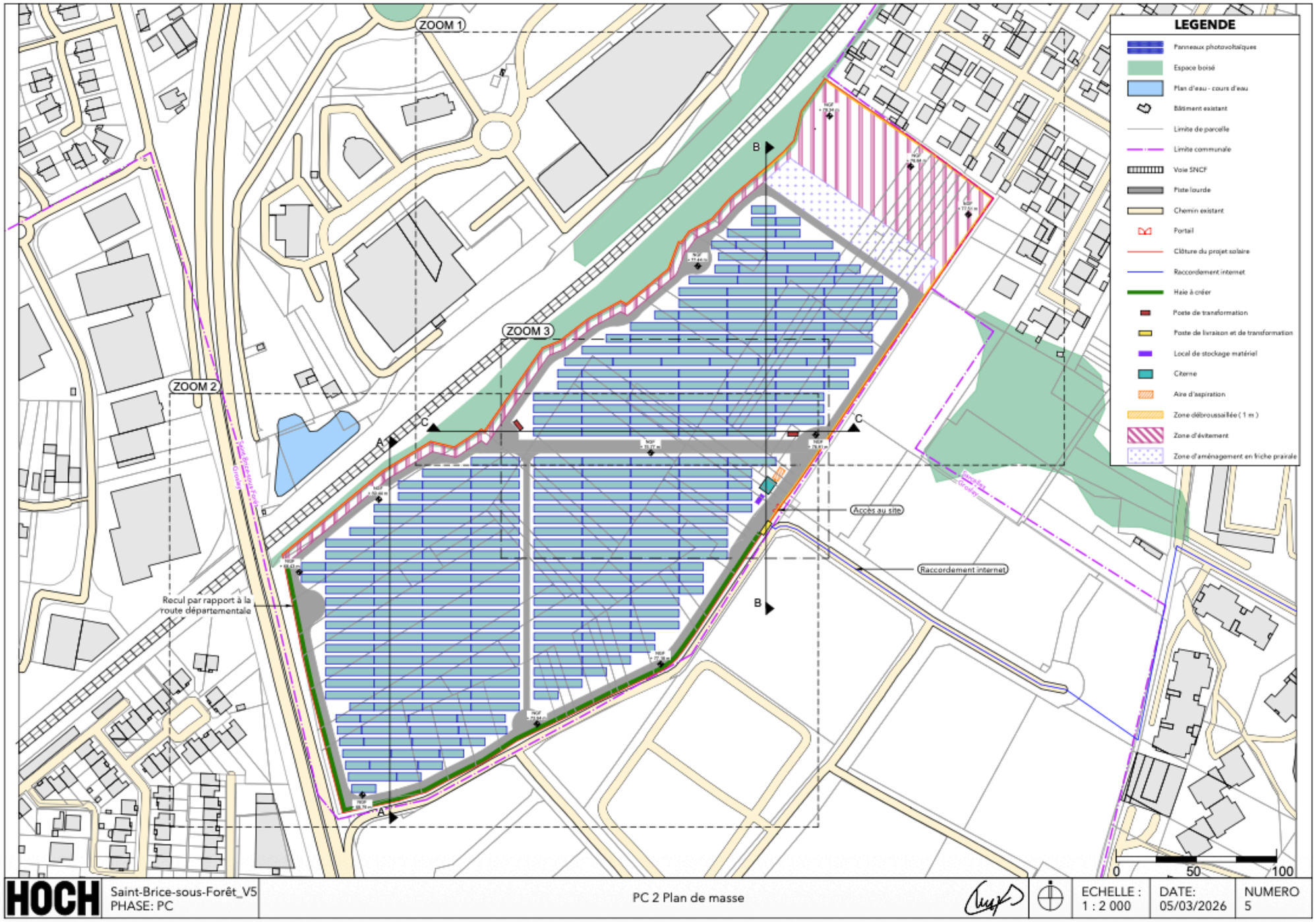
Le tableau suivant présente les principales caractéristiques techniques du projet :

Tableau des caractéristiques techniques du projet

Caractéristiques techniques	Projet photovoltaïque de Saint-Brice-sous-Forêt
Surface totale clôturée	8,1 ha
Puissance installée	8,39 MWc
Linéaire de clôture	1 346 ml
Hauteur de la clôture	2 m
Technologie photovoltaïque des modules	Silicium cristallin
Type de fondation et d'ancrage envisagé	Pieux battus
Hauteur des panneaux	1,1 m au minimum et 2,338 m au maximum
Espace inter rangées	2,5 m
Piste lourde	4 à 8 m de large
Production d'énergie électrique estimée par an	9 002 MWh
Durée d'exploitation du parc solaire	30 ans
Consommation équivalente	1 393 habitants
Economies de tonnes de CO2 sur 1 an	225 tonnes/an soit 6 750 tonnes de CO2 évitées sur 30 ans
Durée du chantier en mois	12 mois



Localisation du projet



Présentation du plan de masse du projet de la centrale photovoltaïque de Saint-Brice-sous-Forêt

2 HISTORIQUE ET CONCERTATION PREALABLE

Le site, d'une surface de 8,5 ha, enclavée entre la voie ferrée (ligne H), la RD 301 et la zone d'activités dite des Monts du Val d'Oise sur Groslay, est dans une situation de déshérence et fait l'objet depuis plus de 10 ans d'occupations illégales et de dépôts sauvages récurrents, avec ces conséquences environnementales et sécuritaires graves, ainsi qu'un impact financier considérable pour les collectivités concernées.

A la suite de la dernière expulsion intervenue à l'été 2022, conduite à la demande de la Préfecture du Val d'Oise, les services de l'Etat ont expressément conditionné cette opération à un engagement de la communauté d'agglomération visant à assurer une reconquête durable du site et à prévenir toute nouvelle intrusion. C'est dans ce sens, que soucieux de redonner à l'entrée de ville une vocation cohérente avec les enjeux de transition énergétique que la communauté d'agglomération a initié l'acquisition de l'ensemble du foncier et conduit les études de faisabilité en vue de la réalisation d'un projet d'installation photovoltaïque au sol, la première au cœur d'un territoire urbanisé du Val d'Oise.

Les parcelles du projet remplissent les conditions suivantes :

- Une absence d'exploitation agricole depuis plus de dix ans
- Un état d'inculture des sols avéré lié à leur dégradation environnementale et à la pollution du site

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération a signé une convention de partenariat avec le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) en juillet 2023 pour l'étude de la faisabilité d'un projet photovoltaïque au sol. Le besoin initial de la Communauté d'Agglomération était de nettoyer et sécuriser un site sujet aux occupations sauvages et l'idée du photovoltaïque lui est apparu comme une opportunité intéressante. Le fait que le terrain soit désormais impropre à toute culture et non constructible car enclavé entre une départementale, une ligne de chemin de fer et une zone industrielle, renforce la pertinence de la solution photovoltaïque.

Le lancement de l'étude de faisabilité a été effectué en mars 2024. Un travail non négligeable et indispensable a par la suite été réalisé sur l'étude de pollution du site, aussi bien concernant la sélection du bureau d'études (visites de site, mise en concurrence) que sur la supervision de la complétude de son travail et la vulgarisation de ses conclusions. En complément, les études géotechniques et les simulations économiques sont venues confirmer l'intérêt du projet

Ces différentes études ont permis de grandement préciser l'implantation du projet et de rassurer quant à la faisabilité technico-économique de celui-ci. C'est dans ce contexte que le Sigeif a reçu la validation des élus de la CA et de la ville lors d'un comité de pilotage le 30 octobre dernier pour continuer à développer le projet avec pour objectif : dépôt du dossier projet en AO CRE de fin- 2026. Afin de garantir l'intérêt général du projet, la solution de la création d'une société par actions simplifiées regroupant uniquement des entités publiques et para-publiques a été actée au printemps 2025. En sa qualité de porteur industriel du projet, le Sigeif supervise les études et est responsable de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives

3 ETUDE D'IMPACT

3.1 CHOIX DE LA LOCALISATION ET DU PROJET RETENU

Le secteur dit des Monts de Sarcelles localisé sur la Commune de Saint Brice sous Foret, d'une surface de 8.1 hectares, est une ancienne friche arboricole totalement enclavée entre la voie ferrée (ligne H), la RD 301 et la zone d'activité de Groslay.

Elle a été occupée par des camps illicites de population roms depuis 2011. Il en résulte une destruction totale des arbres fruitiers et une pollution très significative de l'ensemble des terrains et du sol.

Les hydrocarbures déversés, les zones de brulages (présence de PCB dans le sol) et la lixiviation des déchets ont en effet entrainé une importante pollution du site :

En avril 2022, le nettoyage du site et sa dépollution ont été estimés à 3,5 millions d'euros HT par un bureau d'études spécialisé.

La perception actuelle de l'entrée de ville le long de la RD 301 donne également une image particulièrement négative et incompatible avec les critères d'aménagement qualitatifs que les collectivités se sont fixées.

C'est pourquoi, à la demande du Préfet du Val d'Oise et afin d'empêcher toute nouvelle occupation, les élus de Plaine Vallée ont pris en main ce problème en décidant d'acquérir directement les terrains auprès des propriétaires. En possession d'environ 80 % de la superficie et bénéficiaire d'une Déclaration d'utilité publique, l'agglomération et la commune de Saint-Brice ont engagé la reconquête de cette entrée de ville par la mise en œuvre d'un projet ENR photovoltaïque qui permettra d'envisager à la fois la dépollution du site et sa sécurisation.

Pour atteindre cet objectif environnemental ambitieux qui s'inscrit directement dans le PCAET de Plaine Vallée approuvé le 12 février 2025, l'agglomération a signé une convention de partenariat avec le SIGEIF (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France). Le syndicat a engagé les études techniques (études de sol, géotechnique et pollution…), juridique et financière (montage, structure porteuse…) pour permettre cette réalisation. Par ailleurs, la commune a décidé par délibération en date du 18 novembre 2024 d'inscrire ce site comme une zone d'accélération renouvelable (ZA Enr) et ce conformément à la loi APER de mars 2023.

Au sens de la nomenclature prévue par la loi Climat et Résilience, ces terrains sont donc considérés comme artificialisés dans la mesure où ils sont constitués de matériaux composites. Le mode d'occupation des sols de référence ne correspond donc pas à la réalité puisque la végétation a recouvert les couches de déchets successifs accumulés depuis près de 15 ans et elle ne permet pas de prendre la mesure de la pollution du sol, pourtant omniprésente, incompatible avec un usage agricole.

Les collectivités engagées souhaitent donc achever la sécurisation et la dépollution de ce site et en faire un projet d'ENR photovoltaïque d'intérêt majeur pour le territoire, et sollicitent dès lors l'inscription de l'ensemble des parcelles composant le secteur des Monts de Sarcelles de Saint Brice sous foret au sein du document cadre en vue d'accueillir un projet d'installation de production d'énergie photovoltaïque au sol.

Ce projet sera d'ailleurs porté par une entité para publique composée de la SEM départementale (SEMAVO), de la commune de Saint Brice sous Foret, de la communauté d'agglomération PLAINE VALLEE, du SIGEIF et de la Banque des Territoires.

Le secteur des Monts de Sarcelles répond aux critères suivants :

- Des sols non exploités depuis le 10 mars 2013

La consultation depuis 2013 des registres parcellaires graphiques, lesquels cartographient les zones de cultures déclarées par les exploitants à la parcelle, a permis de déterminer que sur les 84 143 m² du périmètre dit des Monts de Sarcelles à Saint Brice sous Foret, seules les parcelles B3 et B2 d'une contenance totale de 6 168 m² ont été déclarées comme étant cultivées, malgré de nombreuses occupations sur site, entre 2016 et 2020.

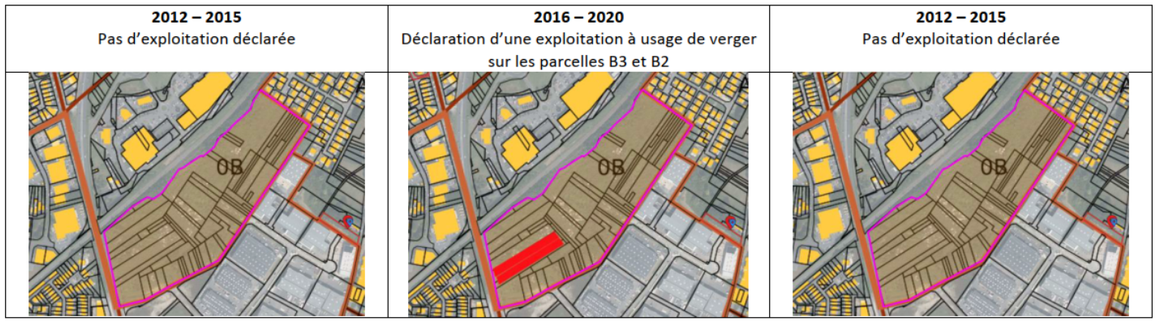


Figure 1 : Evolution du site d'implantation du projet depuis 2012 - source : CA Plaine Vallée

Ci-après les parcelles du secteur des Monts de Sarcelles, non exploitées depuis le 10 mars 2013.

Section	N°	M²
B	1	2 728
B	4	3 188
B	5	1 127
B	6	3 495
B	7	3 495
B	8	500
B	9	360
B	10	300
B	11	350
B	12	123
B	13	342
B	14	1 784
B	15	719
B	16	330
B	17	843
B	18	863
B	19	809
B	20	1 585
B	21	300
B	22	240
B	23	560
B	24	260

Section	N°	M²
B	25	359
B	26	619
B	27	2 223
B	28	343
B	29	900
B	30	1 373
B	31	377
B	32	1 343
B	33	490
B	34	1 318
B	35	3 416
B	36	201
B	37	1 135
B	38	1 097
B	39	340
B	40	1 470
B	41	885
B	42	885
B	43	440
B	44	427
B	45	140
B	46	800

Section	N°	M²
B	47	6 600
B	48	881
B	49	658
B	50	762
B	51	480
B	52	430
B	53	1 780
B	54	160
B	55	2 905
B	56	1 800
B	57	840
B	58	640
B	59	340
B	60	300
B	61	580
B	62	810
B	63	190
B	64	360
B	65	990
B	66	10 401
B	181	545
B	204	299
B	205	342

Figure 2 : parcelles du secteur des Monts de Sarcelles, non exploitées depuis le 10 mars 2013 - source : CA Plaine Vallée

- Des sols réputés incultes

En raison de l'état dégradé du site, l'exploitation agricole ou pastorale y est impossible au regard de la pollution constatée sur l'ensemble du site. Les parcelles cadastrées B2 et B3, situées dans le périmètre des Monts de Sarcelles, ont été déclarées en exploitation arboricole uniquement pendant 4 ans sur les 20 dernières années.

L'exploitation arboricole de ces deux parcelles a été interrompue à l'occasion d'une nouvelle occupation rendant alors définitivement ce site inculte à l'exploitation agricole ou pastorale.

Cette occupation a fait l'objet d'un rapport de la police municipale en date du 28 juin 2022, ci annexé, constatant l'implantation d'un camp composé d'une centaine de cabanons accueillant environ 200 personnes issues de la communauté Roms majoritairement sur les parcelles B2 et B3.

Outre les déchets accumulés sur ces parcelles et la pollution générée, l'ensemble des arbres fruitiers a été arraché afin de permettre aux occupants de se chauffer.

La vue aérienne des parcelles B2 et B3 (superposition cadastre) dressée à la suite de l'évacuation du dernier campement (automne 2022), démontre d'ailleurs l'état fortement dégradé desdites parcelles et leur incompatibilité sanitaire avec un usage agricole.

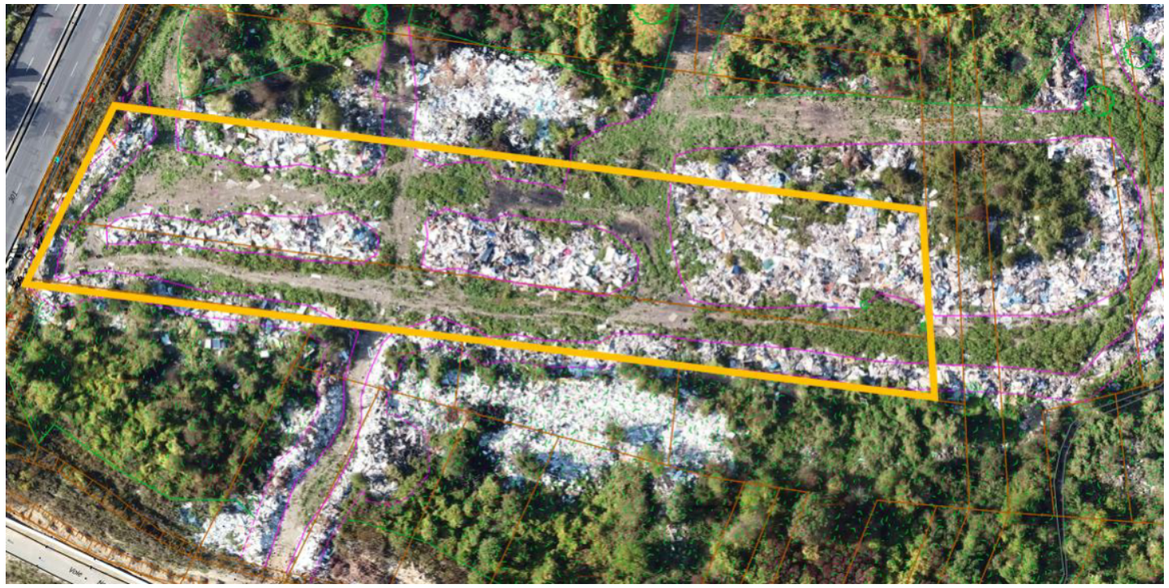


Figure 3 : Vue aérienne du site après l'automne 2022 - source : CA Plaine Vallée

En outre, les prises de vue de ces mêmes parcelles, réalisées avant et après les occupations illicites, confirment l'état fortement dégradé du site.



Figure 4 : Photographies du terrain de Saint-Brice-sous-Forêt en 2008 et 2024 – source : CA Plaine Vallée

Il est enfin utile de souligner que l'arrêté préfectoral 2025-18107 daté du 11 février 2025 déclarant d'utilité publique le projet de constituer une réserve foncière sur ce secteur rappelle dans ses considérant « l'état dégradé du site (…) lié notamment aux coupes d'arbres, à l'accumulation de déchets et aux pollutions du sol à la suite d'occupations illégales » ainsi que les « conséquences environnementales, sanitaires et économiques de cet état dégradé ».

Pour ces raisons, l'inscription des parcelles suivantes a été sollicitée au sein du document cadre définissant les surfaces agricoles, naturelles et forestières ouvertes à un projet d'installation de production d'énergie photovoltaïque au sol.

Le site d'implantation de Saint-Brice-la-Forêt a ainsi fait l'objet d'une réflexion globale à l'échelle de la communauté de communes et de la commune afin de choisir un site propice à la mise en place du projet, n'impactant pas significativement l'environnement et ses composantes, au vu de la nature dégradée du terrain.

3.2 DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

Une fois le site de Saint-Brice-sous-Forêt retenu, le SIGEIF a étudié l'implantation la plus adéquate pour développer un projet photovoltaïque. Le projet a donc évolué au fur et à mesure de son développement.

Ainsi, au fur et à mesure des conclusions des études de terrain, la liste des enjeux à prendre en compte dans la conception du parc solaire s'est étoffée. Une fois l'état initial du site établi, l'implantation du projet solaire a pu être précisée. Cette implantation a évolué de façon à répondre : aux enjeux écologiques et agricoles, aux contraintes techniques, aux retours des consultations effectuées pendant le développement du projet auprès des différents services de l'Etat et à l'équilibre économique du projet.

Ainsi, l'implantation du projet s'est reculée vis-à-vis des milieux boisés présents entre le Nord du site et la ligne de chemin de fer afin d'éviter leur impact. De plus, un éloignement a été réalisé à l'Ouest du site, afin de s'éloigner de la route départementale RD11 pour des raisons paysagères et d'accès.

Par ailleurs, des échanges spécifiques ont été menés avec les agents de la DRIEAT afin de mieux intégrer les enjeux environnementaux identifiés sur le site et d'adapter en conséquence la conception du projet. À la suite de ces échanges, une zone d'environ 1 hectare a été définie comme faisant l'objet d'une mesure d'évitement et de gestion, permettant de préserver les milieux présentant un intérêt écologique particulier et de garantir une meilleure prise en compte des fonctionnalités écologiques locales dans l'implantation finale du parc photovoltaïqu

3.3 SENSIBILITE DE L'ENVIRONNEMENT

L'aire d'étude d'un projet correspond à la zone géographique sur laquelle l'état initial de l'environnement est analysé et sur laquelle le projet est susceptible d'avoir un impact.

Le projet étudié dans la présente étude d'impact consiste à aménager un terrain constitué de terres naturelles, actuellement utilisé comme zone de décharge, en un parc photovoltaïque produisant de l'énergie renouvelable d'origine solaire.

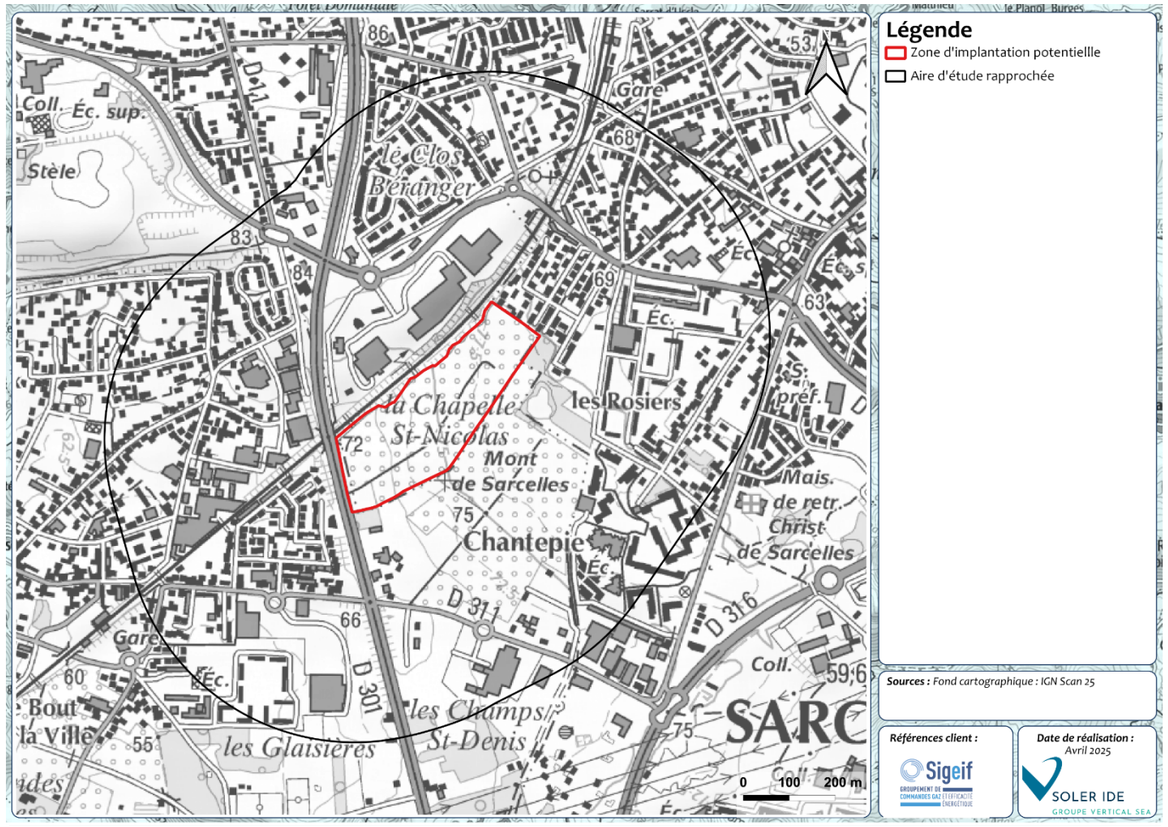
Pour les besoins de l'étude et afin de prendre en considération l'ensemble des composantes environnementales, trois aires d'études, communes à tous les milieux, ont été définies :

- **Zone d'implantation potentielle (ZIP)**, d'une superficie d'environ 8,4 ha (dans le corps du rapport, cette aire d'étude peut aussi prendre le nom de site d'étude, site du projet, zone étudiée…). Il s'agit de la surface totale où il pourrait être théoriquement envisagé d'installer les équipements photovoltaïques. Les différentes thématiques liées au milieu physique seront analysées à l'échelle de cette aire d'étude (géologie, pédologie, ressource en eau souterraine et superficielle, climatologie, risques naturels) ainsi que certaines thématiques liées au milieu humain (occupation des sols, contraintes urbanistiques, risques technologiques, nuisances et pollutions). Une première analyse des paysages sera également réalisée à cette échelle. L'analyse des milieux naturels et notamment des inventaires de terrain et de la bibliographie ont également été réalisés au droit de la zone d'implantation potentielle.

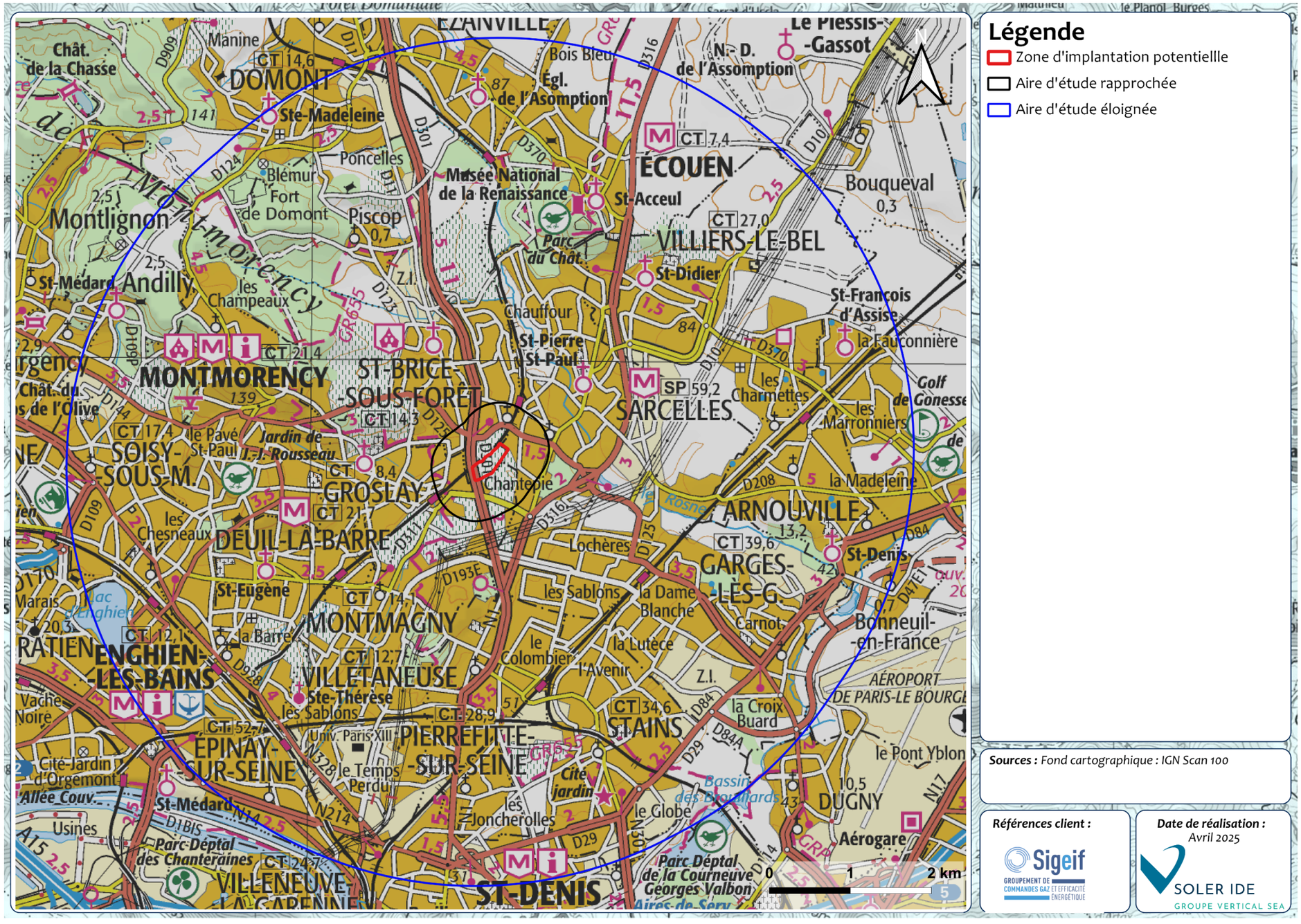
- **Aire d'étude rapprochée (AER)** : rayon de 500 mètres autour de la zone d'implantation potentielle, de manière à intégrer la majeure partie des sensibilités du territoire (hameaux, bourg…). Cette aire d'étude permettra l'analyse des thématiques environnementales suivantes : patrimoine et paysage, environnement démographique et socio-économique. Concernant le milieu naturel, cette délimitation permettra l'élargissement des études aux espèces très mobiles et la recherche d'enjeux potentiels liés à l'avifaune et aux chiroptères (alimentation, reproduction, migration, gîtes d'hivernage connus).

- **Aire d'étude éloignée (AEE)** : rayon de 5 km autour de la zone d'implantation potentielle afin de prendre en compte, concernant le paysage, le maximum de co-visibilités dans le territoire et les rapports du site au grand paysage. Cette aire d'étude permettra aussi l'analyse de certaines thématiques des milieux humain et physique. Concernant le milieu naturel, l'analyse de la fonctionnalité écologique du site, du contexte réglementaire, des effets cumulés et des incidences Natura 2000 seront réalisés à cette échelle.

Ces nomenclatures seront reprises dans l'intégralité de ce document.



Aires d'étude au droit du projet



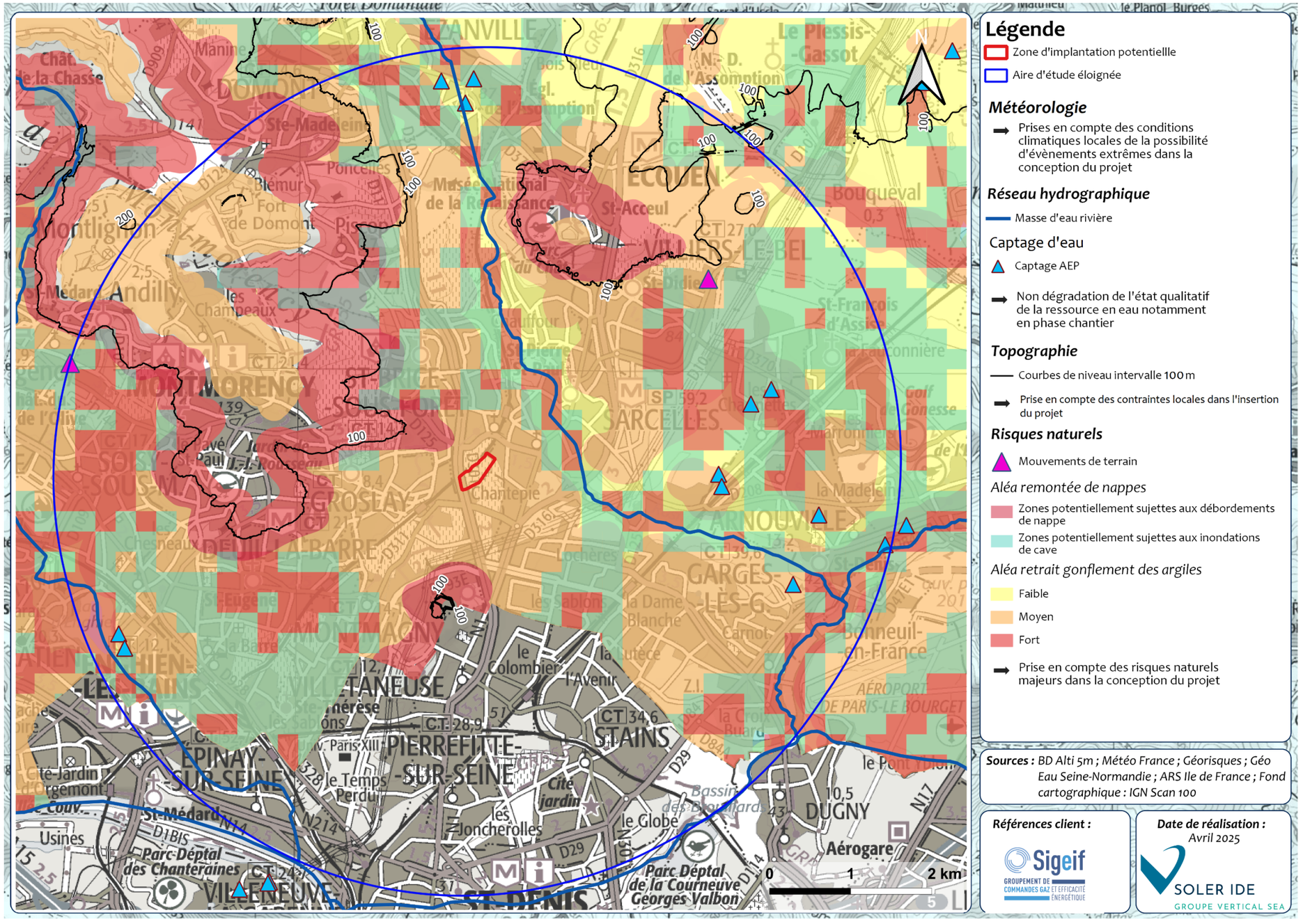
Aires d'étude au droit du projet

3.3.1 MILIEU PHYSIQUE

Synthèse des enjeux associés au milieu physique

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandation éventuelle
CLIMATOLOGIE	▪ La zone d'implantation potentielle présente un climat qualifié d'océanique caractérisé par des hivers frais et des étés modérément chauds. Les précipitations sont inférieures à la moyenne nationale de 770 mm/an. ▪ La base de données de Keraunos ne recense aucun phénomène d'orage, de grêle ou de pluie intense sur la commune de la zone d'implantation potentielle durant les dix dernières années. Les épisodes climatiques extrêmes restent rares mais peuvent représenter une menace au vu de leur caractère imprévisible : ils sont donc à prendre en compte dans l'aménagement. ▪ En termes d'insolation, les mois les plus irradiés sont ceux de fin de printemps et d'été. La station météo du Bourget présente un ensoleillement moyen de 1 634.3 h par an, plus faible que la moyenne nationale. L'ensoleillement est particulièrement faible entre novembre et janvier, et plus important en période estivale. ▪ Concernant les vents, ceux-ci proviennent majoritairement du Sud-Ouest, Nord et Nord-Est. ▪ Les conditions semblent ainsi réunies afin de profiter d'un bon fonctionnement d'une centrale photovoltaïque.	FAIBLE à MODERE	Prise en compte des conditions climatiques locales et de la possibilité d'évènements climatiques extrêmes dans la conception du projet. Œuvrer dans la lutte contre le changement climatique via une diminution de l'empreinte carbone locale portée par le développement d'énergies renouvelables
TOPOGRAPHIE	▪ Au droit de l'aire d'étude éloignée, les altitudes varient entre +20 et +210 mères NGF ▪ Le projet se situe au droit de la commune de Saint-Brice-sous-Forêt, dans le département de Val d'Oise (95). Il concerne un site d'une altitude comprise entre + 65 et + 80 m NGF, sur une superficie d'environ 8,4 ha. ▪ La zone d'implantation potentielle du projet présente des variations topographiques peu significatives. ▪ Globalement, le site s'incline en direction du Sud-Ouest.	FAIBLE à MODERE	Prendre en compte de la nature du sol, sous-sol et du relief dans les choix d'implantation et dans les choix constructifs des panneaux solaires et des différentes infrastructures associées
GÉOLOGIE	▪ Le sol de la zone d'implantation potentielle est constitué de calcaire, marnes et gypse, d'après la carte géologique au 1/50 000ème, d'après la base de données GIS Sol, la lithologie simplifiée et l'étude du site menée par Ginger en 2024. ▪ Un ouvrage géologique (forage) se trouvant au droit de la même formation géologique (masses et marnes du gypse) que la zone d'implantation potentielle a permis de déterminer la succession lithologique supposée au droit du site : la lithologie est dominée au droit de cet ouvrage par du calcaire. ▪ L'étude géotechnique préalable à la réalisation du projet réalisée afin de déterminer les contraintes et exigences constructives sera prise en compte afin d'assurer la stabilité et la pérennité des ouvrages (nature et profondeur des fondations, des ancrages…).	FAIBLE	
HYDROGÉOLOGIE	▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par deux masses d'eau souterraines : « l'Eocène du Valois » (FRHG104) et « Albien-Néocomien captif » (FRHG218). ▪ Au droit de la zone d'implantation potentielle se trouve une masse d'eau libre sédimentaire. La masse d'eau « Eocène du Valois » dispose d'un état chimique médiocre dont les objectifs d'atteinte ont été fixés à 2027. ▪ Des pressions liées aux phytosanitaires ont été identifiées sur cette masse d'eau. La masse d'eau « Albien-Néocomien captif » dispose d'un bon état chimique et sans pressions.	FAIBLE	Préserver le bon état qualitatif et quantitatif de la ressource en eau, notamment en phase chantier Prendre en compte les caractéristiques hydrologiques locales pour la définition des aménagements du projet
HYDROLOGIE	▪ Concernant le réseau hydrographique à proximité de la zone d'implantation potentielle, aucune masse d'eau de type rivière n'est recensée au droit de la zone d'implantation potentielle, le cours d'eau le plus proche c'est le « Ru des Haras » passe à 554 mètres à l'ouest de la zone d'implantation potentielle. ▪ Trois masses d'eau de type rivière sont recensées au droit de l'aire d'étude éloignée. Pour ces cours d'eau, l'état chimique est qualifié de bon, tandis que l'état écologique est soumis à un objectif moins strict. ▪ Selon l'ARS Ile de France, il n'existe ni captage public d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) ni périmètres de protection de captage d'eau potable dans la commune de Saint-Brice-sous-Forêt et dans les communes limitrophes. ▪ Aucun cours d'eau de liste 1 ou 2 ne s'écoule au droit de l'aire d'étude éloignée. La Seine est classée à la fois en classe 1 et 2, et passe à 5 km au sud-ouest du site, en limite de l'aire d'étude éloignée. ▪ Afin de préserver et d'améliorer l'état qualitatif et quantitatif de la ressource, la zone d'implantation potentielle est en outre classée en zone sensible à l'eutrophisation et en zone de répartition des eaux, et est concernée que par divers documents de planification (SDAGE et PGRI Seine-Normandie 2022-2027, SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer). ▪ Le projet devra donc veiller à ne pas perturber les flux et à ne pas dégrader l'état des masses d'eau souterraines et superficielles.	FAIBLE	
RISQUES NATURELS	▪ La zone d'implantation potentielle est exposée au risque retrait-gonflement des argiles avec un enjeu moyen. Il est à noter qu'aucun mouvement de terrain n'est recensé à proximité immédiate de la zone d'implantation potentielle. ▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt est concernée par le PPR Mouvement de terrain – Affaissements et effondrement liés à la présence de gypse (dissolution naturelle) et de carrières abandonnées de gypse en milieu urbain approuvé le 08 avril 1987. ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par un risque inondation, d'après le DDRM 95 ▪ Aucun PPRI approuvé ne concerne la commune de Saint-Brice-sous-Forêt. ▪ La zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par le risque inondation par débordement de cours d'eau ni par les risques de remontées de nappe par inondations de cave et/ou débordements de nappe. ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par le PAPI de la vallée de l'Oise 2025-2031 ainsi par le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) du Seine-Normandie. ▪ Sur la zone d'implantation potentielle, le risque radon est faible ainsi que le risque de feu de forêt. ▪ Le risque sismique sur la zone d'implantation potentielle est faible, n'amenant pas d'exigences constructives particulières ▪ La zone d'implantation potentielle est peu sujette aux risques liés aux phénomènes climatiques extrêmes.	MODERE	Prendre en compte les risques naturels majeurs dans la conception du projet (notamment retrait gonflement des argiles)

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort



Synthèse des enjeux relatifs au milieu physique

3.3.2 MILIEU NATUREL

Flore et végétation

Les inventaires de terrain ont permis l'identification de 1 habitat sur l'aire d'étude. Il s'agit d'une mosaïque d'habitat comprenant des vergers abandonnés et des friches à hautes astéracées épineuses. Concernant la flore, 167 espèces ont été recensées sur l'ensemble de l'aire d'étude.

Faune

Les prospections se sont déroulées en fonction de l'écologie des espèces des différents groupes, de **février à septembre 2023.**

Sur l'aire d'étude ont été recensées :

- 17 espèces d'oiseaux nicheurs, 5 nicheuses supplémentaires aux abords proches, et 9 espèces supplémentaires en migration/hivernage ;
- 1 espèce de mammifère terrestre ;
- 5 espèces de chauves-souris et 3 groupes ;
- 1 espèce de reptile ;
- 13 espèces de papillons de jour ;
- 40 espèces de papillons de nuit ;
- 1 espèce d'hyménoptère ;
- 9 espèces d'orthoptères et assimilés (criquet, mantes, grillons et sauterelle).

Évaluation des enjeux spécifiques

L'**habitat** identifié sur l'aire d'étude **ne présente d'enjeu** de conservation.

Aucune espèce de flore à enjeu de conservation n'a été recensée sur l'aire d'étude.

S'agissant de la **faune, les enjeux spécifiques** recensés concernent **3 espèces** :

- 3 espèces d'oiseaux nicheurs de niveaux d'enjeu : Serin cini (niveau d'enjeu « Fort »), Accenteur mouchet et Hypolaïs polyglotte (niveau d'enjeu « Moyen »).

Evaluation des enjeux fonctionnels

Les fonctionnalités du site sont réduites mais l'aire d'étude reste tout de même favorable pour l'accueil de la faune dans un contexte urbain dense. Le site ne présente pas de potentialité de gîte pour la chiroptérofaune mais est un territoire de chasse pour celle-ci.

Evaluation des enjeux réglementaires

On recense 13 espèces protégées sur l'aire d'étude dont :

- 10 oiseaux nicheurs : l'Accenteur mouchet, la Fauvette à tête noire, la Fauvette grisette, l'Hypolaïs polyglotte, la Mésange bleue, la Mésange charbonnière, le Pinson des arbres, le Pouillot véloce, le Serin cini et le Troglodyte mignon ;
- 1 reptile : l'Orvet fragile ;
- 2 insectes : le Grillon d'Italie et la Mante religieuse.

Synthèse des enjeux écologiques

Étant donné le type de milieu et l'évolution des habitats au sein de l'aire d'étude et du contexte urbain dense autour, les enjeux écologiques restent de niveau d'enjeu « Moyen » diffus sur l'aire d'étude et ponctuellement fort.

Les espèces exotiques envahissantes

Lors des prospections, 7 espèces exotiques envahissantes ont été observées dont :

- 4 espèces végétales exotiques envahissantes considérées comme problématiques ont été identifiées sur l'aire d'étude. On cite :
  - Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*)
  - Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*)
  - Ailanthe glanduleux (*Ailanthus altissima*)
  - Vigne vierge commune (*Pathernocissus inserta*)

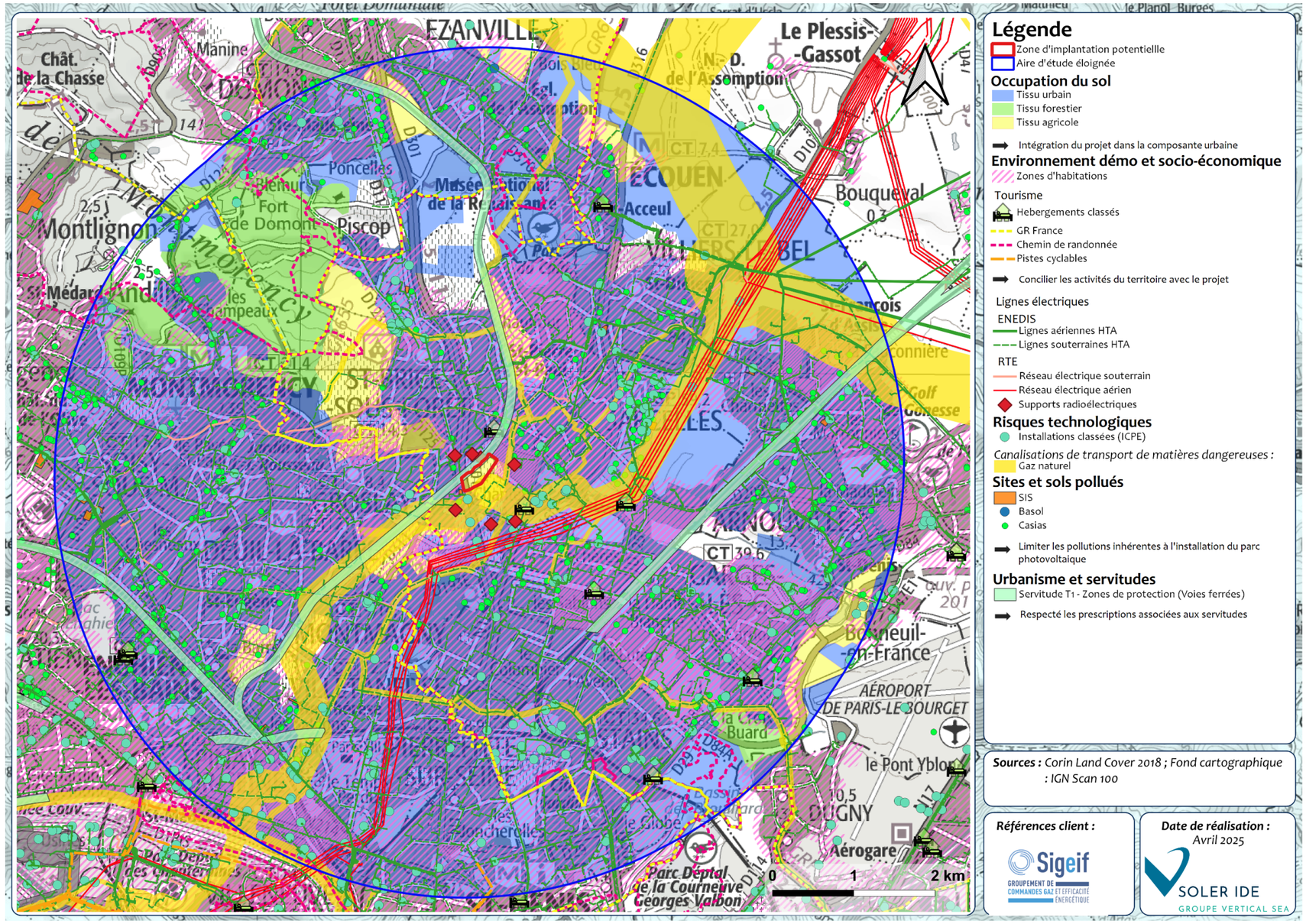
3.3.3 MILIEU HUMAIN

Synthèse des enjeux associés au milieu humain

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandation éventuelle
OCCUPATION DU SOL	▪ Selon la nomenclature Corine Land Cover, l'aire d'étude éloignée est majoritairement composée de tissu urbain discontinu (plus de 61,2% de sa surface), avec la présence de quelques terres arables hors périmètre d'irrigation (9,5%) ; ▪ Les systèmes culturaux et parcellaires complexes sont très minoritaires mais tout de même représentés (environ 5,7%) ; ▪ La zone d'implantation potentielle est entièrement classée comme une surface agricole selon la nomenclature Corine Land Cover, sous la catégorie des systèmes culturaux et parcellaires complexes (Code Corine Land Cover 242). Néanmoins, elle ne figure pas dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2023 en tant que parcelle agricole ; ▪ D'après la visite de terrain, la zone d'implantation est constituée de végétation plus ou moins dense sur le site d'étude, ainsi que de débris de déchets éparpillés sur l'ensemble de la parcelle.	FAIBLE	Assurer l'intégration du projet dans les composantes urbaines du territoire.
ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE	▪ La zone d'implantation potentielle est située dans le département de Val d'Oise, au droit de la commune de Saint-Brice-sous-Forêt qui dispose d'une population de 15 209 habitants en 2021, avec une densité de population de 2 534,8 habitants/km². Depuis 1968, la population a plus que triplé, enregistrant une croissance de plus de 300 % ; ▪ L'aire d'étude rapprochée, délimitée par un rayon de 500 mètres autour de la zone d'implantation, est principalement composée de zones urbaines ; ▪ Dans l'aire d'étude éloignée, le bâti prédomine, particulièrement dans la partie sud, où se concentrent des quartiers résidentiels et des commerces. Plusieurs routes départementales traversent cette aire. La zone d'implantation potentielle est située en périphérie des zones d'habitation, la zone résidentielle la plus proche se trouvant en limite Est de la zone d'implantation potentielle ; ▪ L'aire d'étude est très peuplée et présente une densité élevée, étant principalement constituée de zones urbaines ; ▪ L'activité agricole est faible au droit de la commune de Saint-Brice sous-Forêt avec seulement 2 exploitations en 2020 contre 6 en 1988. En revanche, la superficie agricole utilisée (SAU) a connu une augmentation depuis 1988, passant de 23 ha en 1988 à 40 ha en 2020 ; ▪ Sur la zone d'étude, aucune parcelle n'est inscrite dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2023 en tant que parcelle agricole ; ▪ La dernière année de recensement de la parcelle au RPG est 2020, avec quelques parcelles agricoles recensées en tant que vergers. ▪ Trois forêts publiques sont recensées au droit de l'aire d'étude éloignée, la plus proche située à 2km au Nord-Ouest de la zone d'implantation potentielle, il s'agit de « La forêt domaniale de Montmorency » ; ▪ L'intégralité de la zone d'implantation potentielle est constituée de formations végétales, au droit de Verger très majoritairement, avec quelques boisements au Sud et au Nord-Est ; ▪ La zone d'implantation potentielle n'impacte toutefois aucune forêt domaniale ni forêt communale soumise au régime forestier ; ▪ L'intégralité de la zone d'implantation potentielle est constituée de formations végétales, comprenant principalement d'anciens vergers désormais présents de manière modérée, ainsi que quelques boisements au sud et au nord-est. ▪ Ces vergers ne sont toutefois plus présents depuis 2020, dernière année de recensement du site dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG), et sont désormais occupés par une décharge à ciel ouvert ; ▪ Aucune activité de chasse ou de pêche n'a lieu au droit de la zone d'implantation potentielle ; ▪ La zone d'implantation potentielle ne représente pas un site d'intérêt touristique, même si l'aire d'étude éloignée peut présenter quelques attraits touristiques, à fréquentation modérée toutefois. A noter la présence de monuments historiques au droit de l'aire d'étude éloignée, pouvant attirer les visiteurs.	MODÉRÉ	Assurer la compatibilité entre l'implantation d'une centrale photovoltaïque et les activités du territoire, notamment les routes et les habitations à proximité du site.
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	▪ Concernant l'accès, la zone d'implantation potentielle est accessible par la route départementale RD311, puis par la rue Eugene Houdry ; ▪ D'après la visite de site réalisée en avril 2025, le trafic était en effet peu significatif au droit de la route départementale RD8 qui permet d'accéder au site d'étude. En effet, cette portion de RD8 desservant le site d'implantation est majoritairement empruntée par les utilisateurs de la déchetterie située directement au Sud du site ; ▪ Selon les données de 2014 à 2023, Saint-Brice-sous-Forêt a enregistré 113 accidents de la route. Sur la RD301 à proximité directe du site, un accident grave non mortel a été enregistré le 08 janvier 2016. Cet accident a fait 2 blessés hospitalisés et 2 blessés légers. De plus, l'intersection de la RD301 avec la RD125, à 400 mètres au nord du site, a été le lieu de plusieurs accident au cours des 10 dernières années.	FAIBLE à MODÉRÉ	Privilégier les accès existants Le projet devra veiller à assurer un niveau de sécurité suffisant et à ne pas induire de gêne importante en phase travaux à cause du trafic engendré par le futur chantier
AMBIANCE SONORE ET LUMINEUSE, VIBRATIONS	▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt est concernée par les nuisances sonores routières, ferroviaires et aériennes. Ainsi, la zone d'implantation potentielle est affectée par ces trois types de sources de nuisances. ; ▪ Le site est concernée par la carte stratégique de bruit de l'aérodrome Paris - Charles de Gaulle ; ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par le PPBE de l'aérodrome de Paris-Charles de Gaulle approuvés par l'arrêté inter préfectoral n°17134 du 8 juin 2023 ; ▪ Elle est également concernée par des nuisances sonores, lumineuses et vibratoires principalement en raison des routes et de la voie ferroviaire.	MODÉRÉ	Le projet devra veiller à ne pas aggraver les nuisances sonores, lumineuses ou vibratoires existantes
QUALITE DE L'AIR	▪ Les données de l'ATMO Ile de France et du PCAET de la CA de la Plaine Vallée indiquent que la qualité de l'air est plutôt satisfaisante au droit du site et de ses alentours. ▪ La pollution de l'air au droit du site semble principalement associée aux axes routiers à proximité de la zone d'implantation potentielle.	FAIBLE	Préserver la santé des usagers du site et des riverains
RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NUISANCES	▪ La commune de la zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ; ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par le risque de transport de matières dangereuses, via la proximité avec la voie de chemin de ferrrée et la route départementale en bordure Ouest du site , une canalisation de transport de matières dangereuses, de type gaz naturel, se trouve dans la partie sud-est de la zone d'implantation potentielle.	MODÉRÉ	Limiter les risques inhérents à l'installation d'une centrale photovoltaïque Concilier les installations existantes et le projet

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandation éventuelle
	▪ L'aire d'étude éloignée compte 138 ICPE, la plus proche étant située à 100 m au Sud de la zone d'implantation potentielle dans la commune de Groslay, , toutefois recensée en fin d'exploitation. Les ICPE classées Seveso au droit de l'aire d'étude éloignée sont localisées à distance de la zone d'implantation du projet et ne possèdent pas de PPI pouvant impacter le secteur. ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle compte une installation SEVESO seuil bas. Toutefois, elle n'est pas exposée aux effets des sites SEVESO limitrophes et n'est pas soumise au risque industriel des installations SEVESO, d'après le DDRM du département. Elle n'est pas concernée par un PPRT associé aux établissements SEVESO du département ; ▪ D'après la base de données Géorisques la commune de Saint-Brice-sous-Forêt n'est pas soumise au risque de rupture de barrage, ni concernée par le risque nucléaire ou le risque minier; ▪ Aucune ligne électrique souterraine ou aérienne du réseau ENEDIS ou du réseau RTE ne traverse la zone d'implantation potentielle. Une ligne électrique souterraine haute tension du réseau ENEDIS passe en limite ouest de la zone d'implantation potentielle. La ligne aérienne la plus proche passe à 665 mètres au Sud de la zone d'implantation potentielle du réseau RTE (LIAISON 225kV N0 1 PLESSIS-GASSOT - TILLIERS), avec des pylônes associés ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par le PSA de l'aéroport de Paris-Le Bourget approuvé par décret NOR le 28 juin 2018.		
SITES ET SOLS POLLUES	▪ Quatre cent quatre-vingts sites CASIAS sont recensés au sein de l'aire d'étude éloignée, tandis que douze sont situés dans l'aire d'étude rapprochée. Le plus proche est localisé à 140 mètres au Sud-Ouest du site : il s'agit de la « Station-service » (code SSP3901661) sur la commune de Groslay ; ▪ Par ailleurs, deux sites BASOL sont recensés au droit de l'aire d'étude éloignée le plus proche étant « Gatefosse (Ex-Libiol SA) » code SSP001057201, situé sur la commune de Soisy-sous-Montmorency, à 4,5 km à l'ouest de la zone d'implantation potentielle ; ▪ L'aire d'étude éloignée recense 17 sites SIS, dont deux à proximité de la zone d'implantation potentielle. La commune de la zone d'implantation potentielle ne dispose pas de déchèterie sur son territoire ; ▪ L'état environnemental du site a été jugé compatible avec l'usage prévu à la suite de l'étude menée, à savoir l'aménagement d'une centrale photovoltaïque. .	MODÉRÉ	Limiter les pollutions inhérentes à l'installation d'une centrale photovoltaïque (phase chantier).
URBANISME ET SERVITUDES	▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt n'est actuellement pas concernée par aucun périmètre de SCOT ; ▪ D'après le PLU, la zone d'implantation potentielle est localisée au droit d'une zone Npv (naturelle dédiées à l'implantation de parcs photovoltaïques) ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par la loi Montagne, ni par la loi Littoral ; ▪ Le projet devra être compatible avec le PLU de Saint-Brice-sous-Forêt . Il devra également respecter le mouvement de terrain lié à la présence de gypse, les aléas de retrait-gonflement d'argile, le classement du département en zone à risque d'exposition au plomb, ainsi que le Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Paris-Charles de Gaulles ; ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée pardeux servitudes d'utilité publique, T1 - zones de protection relative à la présence d'une Voie ferrée SNCF et T5 - servitudes aéronautiques de dégagement (civile). .	MODÉRÉ	Respecter les réglementations et servitudes en vigueur.
ENERGIE ET LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	▪ Les données présentées ici sont issues du PCAET de la communauté d'Agglomération de la Plaine Vallée, dont fait partie la commune de la zone d'implantation potentielle, ainsi que Plan Régional D'adaptation Au Changement Climatique PRACC pour les données régionales ; ▪ Les émissions de gaz à effet de serre générées sur les scopes 1 et 2 sur le territoire de Plaine Vallée sont de 387 KtCO2e en 2021. Elles proviennent de trois gaz essentiellement le dioxyde de carbone dont les émissions sont induites à 45 % par le secteur résidentiel principalement pour le chauffage et à 25% du transport de personnes et de marchandises (carburant), ainsi que le méthane et le protoxyde d'azote ; ▪ La consommation totale d'énergie sur Plaine Vallée a été de 2119,9 GWh sur l'année 2021. Deux secteurs représentent 77% de l'énergie consommée sur le territoire : le secteur résidentiel (54,4%) avec une consommation de 1 153 GWh et le secteur tertiaire (23%) avec une consommation de 488 GWh. Le transport routier présente (15,9%), il concerne essentiellement des carburants utilisés par les véhicules circulant sur le réseau routier du territoire (approche cadastrale), dont les véhicules des résidents ; ▪ La production d'énergie renouvelable sur le territoire de Plaine Vallée est estimée à 57,5 GWh. Ce niveau de production est équivalent à 2,7% de la consommation d'énergie du territoire. Elle correspond essentiellement à la production de chaleur par les particuliers à partir de la combustion de bois domestique, soit 56,7 GWh En dehors du bois domestique, les autres filières sont peu développées. La filière photovoltaïque arrive en deuxième position de celles les mieux implantées avec 174 installations, pour une puissance raccordée au réseau Basse Tension (BT) de 0,65 MW et une production de 0,5 GWh en 2018 ; ▪ Comme la plupart des territoires français, le département de Val d'Oise est vulnérable aux enjeux énergétiques futurs. En effet, l'évolution de la demande en énergie (notamment estivale) induite par l'augmentation des températures, couplée à des difficultés de production d'énergie, pourront déstabiliser l'équilibre établit entre l'offre et la demande ; ▪ Le département et la communauté de communes se sont engagés dans une dynamique de développement des EnR sur les territoires. Afin de faire face aux enjeux du changement climatique, ils souhaitent réduire leur part produite d'énergie fossile au profit d'une énergie plus vertueuse.	FAIBLE	Prendre en compte les préconisations de ces programmes et contribuer à l'atteinte des objectifs proposés ; Prendre en compte les effets du changement climatique.

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort



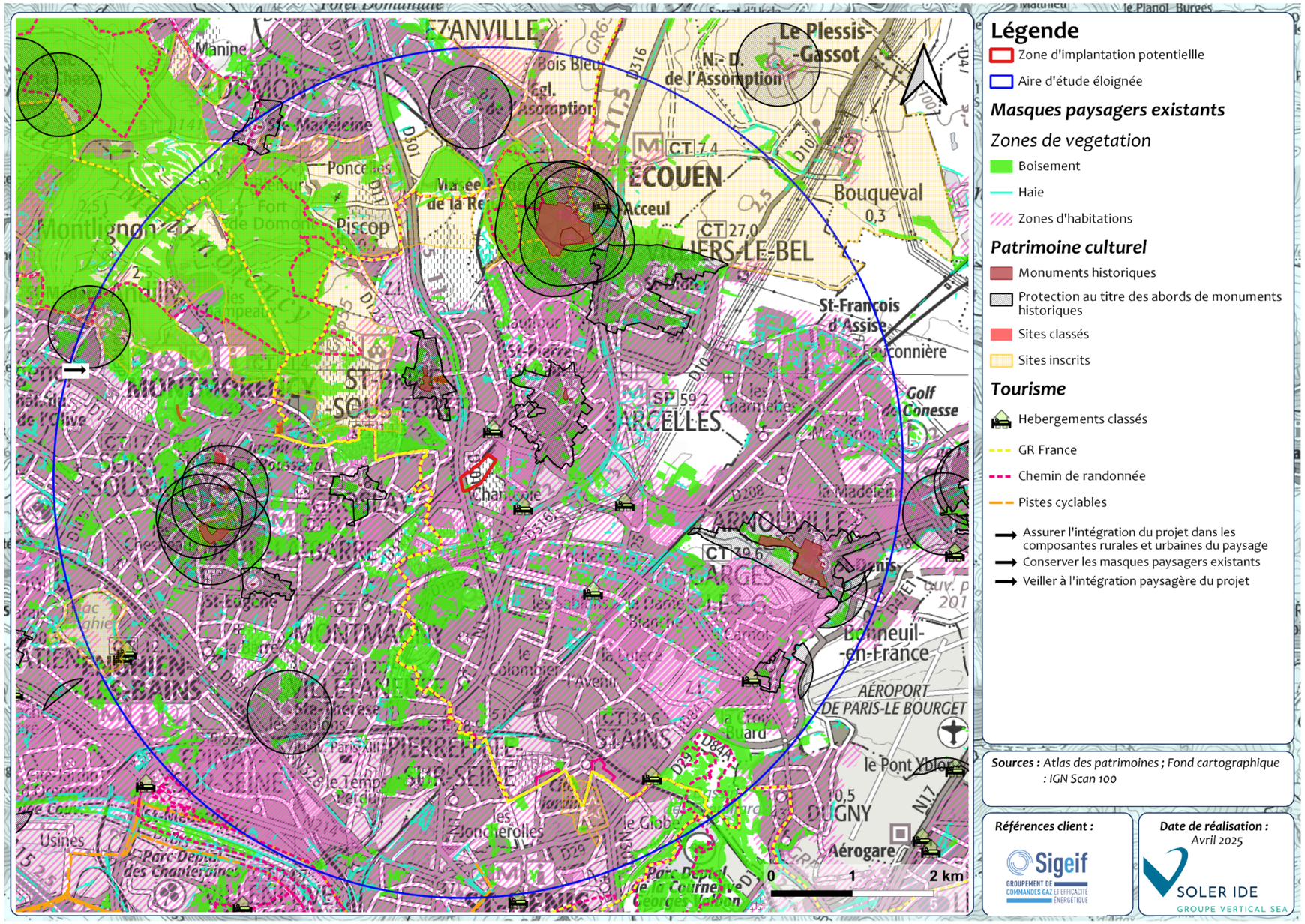
Synthèse des enjeux relatifs au milieu humain

3.3.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE

Synthèse des enjeux associés au patrimoine et au paysage

Thème environnemental		Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandation éventuelle
PATRIMOINE ARCHITECTURAL, CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	Monuments historiques	▪ L'aire d'étude éloignée comprend Vingt-six monuments historiques et leur périmètre de protection, mais aucun ne recoupe la zone d'implantation potentielle. Le plus proche est le « Domaine du Pavillon Colombe », localisé à 1 km au Nord-Ouest du site sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt.	FAIBLE	Assurer l'intégration paysagère du projet pour proposer un ensemble harmonieux conforme aux typologies paysagères présentes
	Sites inscrits et classés	▪ L'aire d'étude éloignée concerne neuf sites inscrits. Le plus proche de la zone d'implantation potentielle est l'« Ensemble du Massif des Trois Forêts de Carnelle, l'Isle-Adam, Montmorency et leurs abords », situé à 900 mètres au nord-ouest du site d'étude, sur les communes de L'Isle-Adam et Montmorency. ▪ L'aire d'étude éloignée compte huit sites classés, le plus proche étant situé à 1 km au nord de la zone d'implantation potentielle. Il s'agit de « Parc et résidence, 32-34 rue de Paris » sur la commune de Saint-Brice-Sous-Forêt.		
	Sites patrimoniaux remarquables	▪ L'aire d'étude éloignée est concernée par un seul site patrimonial remarquable : il s'agit du « Site patrimonial remarquable d'Enghien-les-Bains », situé à 3,9 km de la zone d'implantation potentielle, sur la commune d'Enghien-les-Bains.		
	Sites archéologiques	▪ Treize zones de présomption de prescription archéologique sont recensées au sein de l'aire d'étude éloignée. La plus proche est située à 1,8 km au sud du site, il s'agit de la « Zone de saisine / Église et ancien bourg médiéval » sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine. Aucune zone de présomption de prescription archéologique n'est recensée au sein de la zone d'implantation potentielle. ▪ Le PLU de Saint-Brice-sous-Forêt précise également qu'un site archéologique connu est présent à tout juste 65 mètres au Nord du site. ▪ Suite à la demande volontaire de réalisation de diagnostic (DVRD), un courrier du 27 août 2025 a été reçu de la DRAC dispensant de prescription archéologique le site pour le projet de parc photovoltaïque		
PAYSAGE	Entités paysagères	▪ La zone d'implantation fait partie de l'unité paysagère des plaines urbanisées au droit du département du Val d'Oise, au droit de la sous-unité paysagère de la Sarcelles-Petit Rosne, à proximité des Buttes et vallons de Carnelle, de L'Isle-Adam et de Montmorency, ainsi qu'aux lisières urbanisées de l'ouest de la plaine de France. Elle est marquée par une forte densité urbaine, liée à la proximité de l'agglomération parisienne, et par une structuration paysagère influencée par l'urbanisation progressive de la Plaine de France.	TRES FAIBLE à MODERE (localement)	Intégrer le projet dans les composantes urbaines du paysage Veiller à l'intégration paysagère du projet au sein d'un secteur très « urbanisé » Conserver et renforcer les masques paysagers existants
	Paysage de l'aire d'étude éloignée	▪ L'ambiance paysagère du territoire est marquée par la forte présence de bâti aux abords du site et au sein de l'aire d'étude éloignée, ainsi que par un réseau d'infrastructures routières diversifié et la présence de voies ferrées assurant une bonne desserte du secteur ; ▪ Des points de vue directs sont possibles au niveau de l'aire d'étude, mais disparaissent progressivement à mesure que l'on s'éloigne du site, en raison des masques urbains environnants ; ▪ Présence d'axes routiers départementaux et de rues locales autour de la zone d'implantation potentielle ; ▪ Présence de plusieurs quartiers résidentiels et commerciaux à proximité du site.		
	Analyse des visibilités	▪ Le bassin visuel théorique de la zone d'implantation potentielle concerne principalement le sud-ouest, l'ouest et le nord-est de l'aire d'étude éloignée. La visibilité théorique du site reste très localisée, notamment depuis les routes départementales RD301, RD311, RD125, RD193 et RD316, ainsi que depuis certaines zones d'habitation et infrastructures proches du site. Cette visibilité ponctuelle concerne également quelques quartiers à proximité direct de la zone d'implantation, ainsi qu'un petit tronçon du GR655 traversant l'aire d'étude rapprochée. Toutefois, en tenant compte de la végétation et du bâti, la zone d'influence visuelle se limite essentiellement à l'aire d'étude rapprochée. ▪ Au sein de la ZIP et à proximité immédiate, la visibilité sur le site d'implantation est directe depuis la route départementale RD301, la rue Eugène Houdry et la zone commerciale au nord-ouest du site. En s'éloignant du site, notamment depuis les zones résidentielles, la visibilité est progressivement réduite en raison de la présence de masques paysagers (haies) et de l'urbanisation environnante. L'enjeu associé aux visibilités depuis l'aire d'étude rapprochée est ainsi qualifié de faible à modéré ; ▪ Au droit de l'aire d'étude éloignée, soit dans un rayon de 5 km autour du site, aucune visibilité sur le site n'est constatée, en raison de la forte urbanisation du secteur et des masques paysagers présents. Étant situé dans une zone très urbanisée, végétalisée et entourée de bâtiments, le site est totalement invisible depuis les différentes zones d'habitation situées dans l'aire d'étude éloignée. Les visibilités depuis l'aire d'étude éloignée sont nulles ; l'enjeu paysager associé est donc considéré comme faible. ▪ L'intégration paysagère du projet devra être soigneusement pensée afin de l'inscrire au mieux dans une composition paysagère mêlant un tissu fortement urbanisé marqué par la présence massive de bâti et des éléments naturels, tels que la végétation présente au niveau de la zone d'implantation et dans la partie nord-ouest de l'aire d'étude éloignée, afin de limiter les visibilités depuis les habitations aux alentours et les infrastructures routières limitrophes. L'enjeu concernant les visibilités sur la zone d'implantation potentielle est qualifié de faible à modéré plus localement.		

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort



Synthèse des enjeux relatifs au paysage et au patrimoine

3.4 IMPACTS DU PROJETS ET MESURES ASSOCIEES

Les impacts bruts du projet sur son environnement ont été étudiés, pour chacun des effets du projet. Ces effets sont soit ceux liés à la présence et à l'exploitation des panneaux photovoltaïques, soit les effets liés au chantier (construction et démantèlement), soit aux contraintes SDIS (défrichement et débroussaillement). L'impact résiduel a été évalué au regard des mesures d'évitement ou de réduction que le porteur de projet s'engage à mettre en œuvre pour éviter ou réduire l'impact brut. La synthèse des impacts bruts et résiduels du milieu physique, du milieu naturel, du milieu humain et du paysage est présentée dans les tableaux suivants par thématiques.

3.4.1 MILIEU PHYSIQUE

Incidences résiduelles concernant le milieu physique

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
Climatologie	FAIBLE à MODERE	Emissions de poussières et de gaz d'échappement	Temporaire	Chantier Démantèlement	TRES FAIBLE	MRT 5 - R2.1j – Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Les panneaux viendront créer un microclimat : ombrage accentué sous les panneaux, émission de chaleur en surface des panneaux. Le projet participe à la réduction du recours aux énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre.	TRES FAIBLE	NON
		Modification du climat local : ombrage accentué sous les panneaux, émission de chaleur en surface des panneaux	Permanent	Exploitation	POSITIF	/		POSITIF	
Géomorphologie	FAIBLE à MODERE	Erosion du sol et tassements locaux	Temporaire	Chantier Démantèlement	FAIBLE	MRT1 - R1.1a – Limitation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier MRT2 - R2.1c – Optimisation de la gestion des matériaux (déblais et remblais) MRT3 - R2.1d – Dispositif de lutte contre une pollution et disposition d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier MRT4 - R2.1e – Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols MRT6 - R2.1r – Dispositif de repli du chantier MRT15R2.2s - Espacement intermodules photovoltaïques permettant l'écoulement homogène des eaux de pluie.	Le terrain naturel d'assiette du projet sera conservé au plus près ou modelé au niveau afin de limiter les terrassements et de se raccorder harmonieusement au terrain naturel. La circulation des engins sera limitée aux secteurs stabilisés La mise en place d'espacements intermodules sur les tables photovoltaïques permettra une répartition homogène des écoulements et limitera la concentration des écoulements qui causeraient de l'érosion. Lors du démantèlement, les seuls remaniements du sol à prévoir ne concerneront que l'enlèvement des structures porteuses de la piste et des postes électriques. Un réensemencement du sol pourra être réalisé pour donner suite au démantèlement des installations si nécessaire.	TRES FAIBLE	NON
		Altération de la stabilité du sol	Permanent	Chantier Exploitation Démantèlement					
		Erosion du sol par mise à nu du sol, création de rigoles et tassements locaux	Temporaire	Chantier Exploitation					
		Imperméabilisation du sol : pistes, plateformes, postes et réserve incendie	Permanent	Chantier Exploitation Démantèlement		MEC1 et MEC2- E1.1a – Evitement des populations connues d'espèces protégées ou à forts enjeux et/ou de leurs habitats MRT1 - R1.1a – Limitation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier MRT3 - R2.1d – Dispositif de lutte contre une pollution et disposition d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier		TRES FAIBLE	

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
						MRT4 - R2.1e – Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols MRT6 - R2.1r – Dispositif de repli du chantier MRT15 - R2.2s - Espacement intermodules photovoltaïques permettant l'écoulement homogène des eaux de pluie.			
Eaux souterraines	**FAIBLE**	Pollution chronique et accidentelle des eaux souterraines	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation Démantèlement	**FAIBLE**	MEC3 - E3.2a – Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu MRT1 - R1.1a – Limitation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier MRT3 - R2.1d – Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier MRT13 - R2.2q – Dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes	Toutes les mesures nécessaires seront prises afin d'éviter le rejet de substances polluantes dans les eaux souterraines. Les interventions sur le site seront réduites à l'entretien et la petite maintenance, réalisées grâce à un véhicule léger. Tout polluant sera proscrit pour le nettoyage des panneaux ou pour l'entretien du site.	**TRES FAIBLE**	**NON**
Eaux superficielles	**FAIBLE**	Modification du régime d'écoulement des eaux : tassements localisés des sols, végétation décapée localement Pollution chronique et accidentelle des eaux superficielles	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation Démantèlement	**FAIBLE à MODERE**	MEC3 - E3.2a – Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible de polluer le milieu MRT1 - R1.1a – Limitation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier MRT3 - R2.1d – Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier MRT13 - R2.2q – Dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes MRT15 - R2.2s – Espacement intermodules photovoltaïques permettant l'écoulement homogène des eaux de pluie	Toutes les mesures nécessaires seront prises afin d'éviter le rejet de substances polluantes dans les eaux superficielles. Les interventions sur le site seront réduites à l'entretien et la petite maintenance, réalisées grâce à un véhicule léger. Tout polluant sera proscrit pour le nettoyage des panneaux ou pour l'entretien du site. Les continuités hydrauliques seront maintenues en phase de chantier et d'exploitation.	**FAIBLE**	**NON**
Risques naturels	**MODÉRÉ**	Accentuation du risque incendie	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation	**FAIBLE**	MRT7 - R2.1t – Limiter le risque incendie en phase travaux MRT14 - R2.2r - Limiter le risque incendie en phase d'exploitation	Des mesures de réduction seront mises en place afin de limiter tout risque incendie, telles que la présence d'extincteurs dans les engins et bungalows de chantier.	**TRES FAIBLE**	**NON**

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
		Accentuation du risque inondation	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation		/			
		Accentuation du risque mouvement de terrain	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation		/			
		Accentuation du risque sismique, du risque de remontée de nappe et du risque de tempête	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation	**TRÈS FAIBLE**	/			

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

3.4.2 MILIEU NATUREL

Les tableaux suivants rendent compte de façon synthétique des différents impacts et indiquent les éventuelles mesures à mettre en œuvre. Certaines mesures spécifiques seront profitables à d'autres espèces non impactées de façon significatives. Seules les espèces dont l'impact brut est supérieur ou égal à « Faible » sont traitées ci-dessous. Outre les mesures ERC, des mesures d'accompagnement sont proposées. Elles sont développées en chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

3.4.3 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LES HABITATS

Le projet n'aura aucun impact brut significatif sur les habitats. Par conséquent, aucun impact résiduel sur les habitats n'est traité dans cette partie.

3.4.4 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LA FLORE

Le projet n'aura aucun impact brut significatif sur la flore. Par conséquent, aucun impact résiduel sur la flore n'est traité dans cette partie.

3.4.5 IMPACTS RESIDUELS ET MESURES POUR LA FAUNE

Seuls les groupes d'espèces pour lesquels des espèces présentent un impact brut de niveau au moins « Faible » sont repris dans cette partie. Le groupe concerné est celui des oiseaux nicheurs.

3.4.5.1 Impacts résiduels et mesures pour l'avifaune

Tableau 1. Impacts résiduels et mesures sur l'avifaune

Espèces à enjeu	Niveau d'impact brut	Mesures d'évitement et/ou de réduction proposées	Niveau d'impact résiduel	Mesures compensatoires	Mesures d'accompagnement
Oiseaux nicheurs					
Accenteur mouchet	Faible	MEC1, MEC2, MRT2, MRT9, MRT11, MA1	Négligeable	-	MA1
Hypolaïs polyglotte	Faible	MEC1, MEC2, MRT2, MRT9, MRT11, MA1			
Serin cini	Faible	MEC1, MRT2, MRT9, MRT11, MA1			

3.4.6 MILIEU HUMAIN

Incidences résiduelles concernant le milieu humain

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
Occupation des sols Contexte démographique et socio-économique	FAIBLE à MODERE	Conflit d'usage	Permanent	Exploitation	TRES FAIBLE	/	/	TRES FAIBLE	NON
		Clientèle supplémentaire constituée par les ouvriers du chantier pour les commerces des communes environnantes et par les équipes de maintenance	Temporaire Permanente	Chantier Démantèlement	POSITIF			POSITIF	
		Bénéfices financiers pour la collectivité (Contribution Economique Territoriale et Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau)	Permanent	Exploitation	POSITIF			POSITIF	
Ambiance sonore et lumineuse, vibrations	MODERE	Nuisances sonores, vibratoires et lumineuses temporaires dues au chantier	Temporaire	Chantier Démantèlement	FAIBLE	R2.1j - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Le projet ne viendra pas créer de nuisances sonores, ou lumineuses excepté en phase chantier pour les riverains les plus proches. Les mesures mises en place permettent toutefois de limiter ces nuisances. Les activités urbaines sont déjà existantes au droit du site et aux alentours. Le projet ne viendra pas significativement augmenter le passage d'engins et camions dans le secteur et donc l'ambiance sonore, lumineuse et vibratoire.	TRES FAIBLE	NON
		Nuisances sonores très faibles en phase exploitation liées au fonctionnement des postes électriques.	Permanent	Exploitation	TRÈS FAIBLE			TRES FAIBLE	
Infrastructures de transport	FAIBLE à MODERE	Augmentation du trafic pendant le chantier et le démantèlement (notamment poids lourds)	Temporaire	Chantier Démantèlement	FAIBLE	R2.2b - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Le projet s'insère à proximité des axes de transport existants (RD311).	FAIBLE	NON
		Intervention de véhicule sur site pour de la maintenance	Temporaire	Exploitation	TRÈS FAIBLE				
Risques technologiques et nuisances	MODERE	Pollution accidentelle par des huiles et hydrocarbures	Permanent	Chantier et Exploitation Démantèlement	TRÈS FAIBLE	R2.1d – Dispositif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier R2.1j - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Toutes les mesures sont prises pour limiter les nuisances et l'exposition aux risques technologiques durant la phase chantier mais également pendant la phase d'exploitation.	TRES FAIBLE	NON
		Génération de nuisances pour les riverains (bruit, poussières, odeurs)	Temporaire	Chantier Démantèlement	FAIBLE À MODÉRÉ			FAIBLE	
		Diminution de la consommation en énergie nucléaire du secteur au profit d'une énergie renouvelable	Permanent	Exploitation	POSITIF			POSITIF	
		Génération de champs électromagnétiques au sein de la centrale	Permanent	Exploitation	TRÈS FAIBLE			NUL	

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
		Génération d'effets d'optique et d'éblouissement (miroitement, reflets, polarisation)	Permanent	Exploitation	NUL				
Sites et sols pollués	MODERE	Risque de pollution par déversement de produits dangereux (hydrocarbures par ex)	Temporaire	Chantier Exploitation Démantèlement	FAIBLE	E3.2a – Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant R2.1d – Dispositif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier R2.1u – Entreprendre une bonne gestion des déchets de chantier R2.2q – Dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes	Toutes les mesures nécessaires seront prises afin d'éviter le rejet de substances polluantes dans les sols.	TRES FAIBLE	NON
Qualité de l'air	FAIBLE	Emission de gaz à effet de serre par les engins de chantier et par les véhicules de maintenance occasionnels	Temporaire	Chantier Démantèlement	FAIBLE	R2.1j - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Des mesures visant à limiter l'envol des poussières, et interdire les travaux hors période diurne seront mises en place. Le projet ne viendra pas significativement augmenter le passage d'engins dans le secteur et donc la qualité de l'air associée.	TRES FAIBLE	NON
		Réduction du recours aux énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre	Permanent	Exploitation	POSITIF			POSITIF	
Urbanisme et servitudes d'utilité publique	MODERE	Respect des réglementations en vigueur Documents d'urbanisme	Permanent	Chantier Exploitation	FAIBLE	/	Le respect des documents d'urbanisme sera de rigueur, ainsi que les prescriptions associées aux servitudes d'utilité publique au droit du site.	FAIBLE	NON

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

3.4.7 PAYSAGE ET PATRIMOINE

Incidences résiduelles concernant le paysage et le patrimoine

Thématiques environnementales	Niveau d'enjeu	Incidences brutes			Niveau d'incidence brute	Mesures d'évitement (E) et réduction (R)	Justification de l'incidence résiduelle	Niveau d'incidences résiduelle	Nécessité de mesures compensatoires
		Nature	Durée	Phase					
Patrimoine architectural, culturel et archéologique	FAIBLE	Co-visibilité entre les éléments du patrimoine et le projet	Temporaire Permanent	Chantier Exploitation Démantèlement	NUL	/	Le parc photovoltaïque est suffisamment éloigné des lieux emblématiques pour amener un risque de co-visibilité négligeable en phase chantier et d'exploitation. Cette absence de risque est également confortée par la présence de zones de bâti denses, haies et éléments arborés masquant le site qui restreignent fortement la possibilité d'avoir un visuel simultané sur ces éléments. Le cas échéant, les fouilles archéologiques devront être réalisées en dehors des périodes sensibles pour la faune et la flore.	NUL	NON
		Réalisation de fouilles archéologiques	Temporaire	Chantier	FAIBLE			FAIBLE	
Paysage	TRES FAIBLE à MODÉRÉ (localement)	Modification du paysage local	Temporaire	Chantier Démantèlement	MODÉRÉ	MRT1 - R1.1a – Limitation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier MRT4 - R2.1e – Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols MRT6 - R2.1r – Dispositif de repli du chantier MRT10 - R2.2b - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines MRT11 - R2.2k - Plantation de haies bocagères	L'intégration chromatique des éléments du parc ainsi que l'implantation de haies permettront d'assurer une bonne intégration paysagère.	TRES FAIBLE	NON
			Permanent	Exploitation	FAIBLE				

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

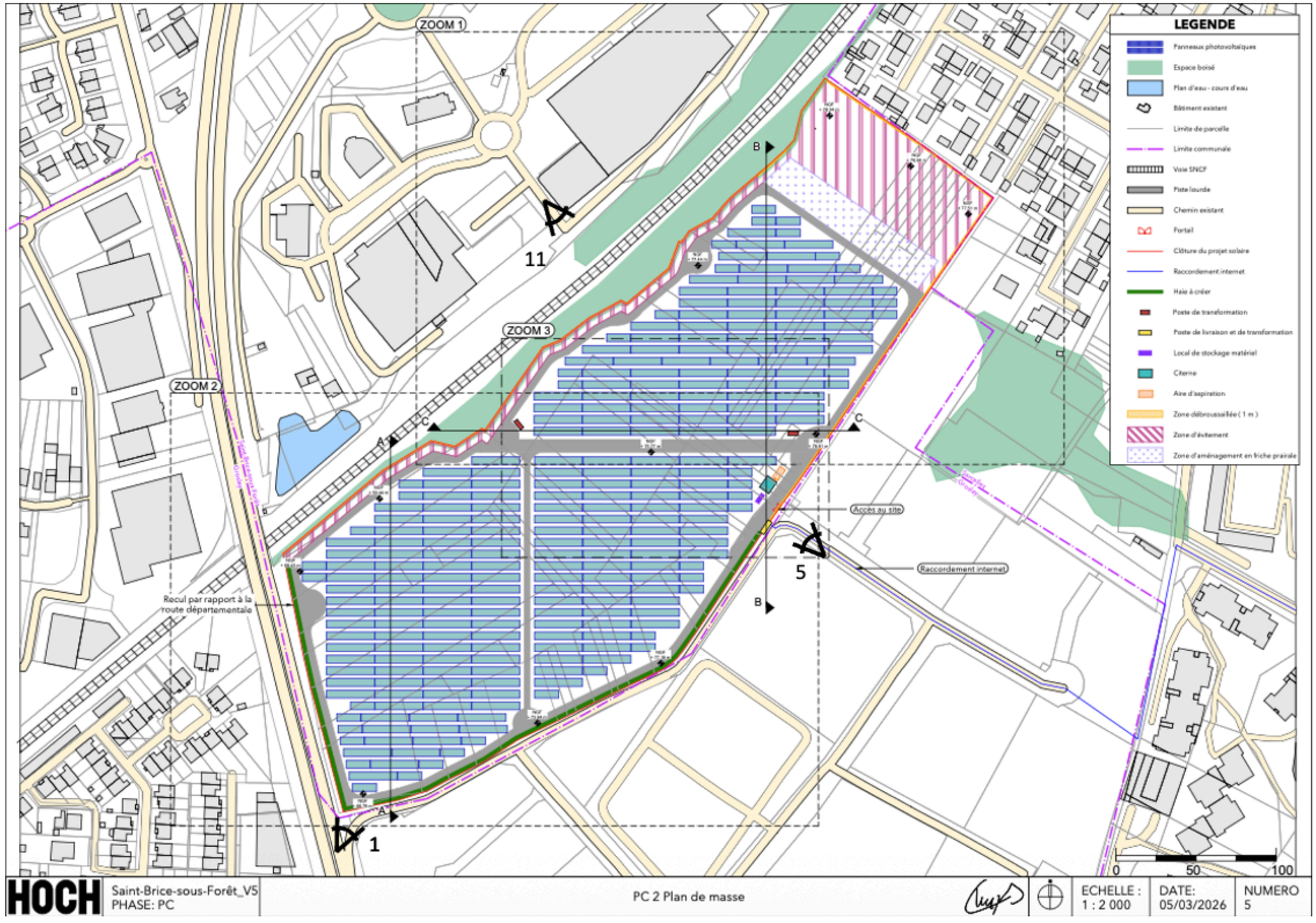


Figure 5 : Localisation des photomontages réalisés

PM1 – Vue depuis l'intersection entre la route départementale RD301 et le chemin d'accès au parc photovoltaïque depuis le Sud, au Sud-Ouest du site, en direction du Nord-Est

ETAT ACTUEL



Depuis ce point de vue, le site est visible, derrière un muret et de la végétation, séparé des bâtis présents en fond de photographie par un chemin permettant son accès. La zone d'implantation potentielle est ainsi déjà située au droit d'un paysage dégradé, sur une zone de décharge non entretenue et non exploitée.

ETAT PROJETE – sans végétation



PM1 – Vue depuis l'intersection entre la route départementale RD301 et le chemin d'accès au parc photovoltaïque depuis le Sud, au Sud-Ouest du site, en direction du Nord-Est

ETAT PROJETE – avec végétation (mesures paysagères)



Ce photomontage permet tout d'abord d'apprécier les éléments du parc photovoltaïque sans la mise en place de mesures paysagères, avec la présence de la clôture avec des poteaux verts ou encore de la citerne à eau. Avec la mise en place de haies paysagères comme cela est prévu dans le projet, seul le haut des panneaux photovoltaïques est visible, au vu de la hauteur prévue. Ainsi, depuis la route d'accès au parc solaire longeant sa bordure Sud, le parc photovoltaïque s'insère dans le paysage fortement urbain sans le dégrader, grâce aux haies en bordure de clôture. Les visibilités sur le parc photovoltaïque depuis l'extérieur sont quasi inexistantes, uniquement sur le point haut des panneaux.

PM5 - Vue au Sud-Est du site en direction du Nord-Ouest, au droit de la zone industrielle de Groslay présente au Sud du site

ETAT ACTUEL



Depuis ce point de vue au Sud-Est du site, entre le site et la zone industrielle, on peut distinguer celui-ci au droit d'une zone où se mêlent végétation et milieux plus ouverts occupés par une décharge. Ce point de vue n'est pas situé à proximité directe d'habitation ou de route fréquentée.

ETAT PROJETE – sans végétation



ETAT PROJETE – avec végétation (mesures paysagères)

Depuis cet emplacement de prise de vue, le parc solaire est visible, car il s'agit de l'unique emplacement en bordure Sud du site où la haie n'est pas présente, à cause de l'entrée du site via un portail d'accès. Il s'agit toutefois d'une zone peu fréquentée, uniquement par les personnes travaillant au sein de la zone industrielle que ce chemin dessert.

PM11 - Vue depuis une route communale au Nord du site (60 mètres) en direction du Sud

ETAT ACTUEL



Depuis ce point de vue au niveau de la zone industrielle et commerciale au Nord du site, celui-ci est visible en fond de photographie, derrière de la végétation jouant un rôle de masque paysager et la voie de chemin de fer. On distingue également la zone industrielle au Sud du site du projet, au droit de bâtiment plutôt hauts.

ETAT PROJETE – sans végétation



PM11 - Vue depuis une route communale au Nord du site (60 mètres) en direction du Sud

ETAT PROJETE – avec végétation (mesures paysagères)



Ce photomontage permet d'apprécier les éléments du parc photovoltaïque sans la mise en place de mesures paysagères. La végétation en premier plan joue le rôle de masque paysager, mais sa hauteur ne suffit pas à masquer entièrement le parc solaire en fond de photographie. Avec la mise en place de haies paysagères en bordure Nord du site comme cela est prévu dans le projet, les visibilités sur le parc photovoltaïque existent mais sont réduites aux hauts des panneaux uniquement, qui se confondent finalement avec les bâtiments présents en fond de photographie.

3.5 MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des mesures que le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre.

Ensemble des mesures mises en œuvre et coûts associés

Mesure	Milieu concerné	Numéro de la mesure	Objectif de la mesure	Coût estimé
Mesures d'évitement				
MEC1	Naturel Paysage	E1.1a	Assurer une zone de quiétude favorable pour la nidification des espèces des milieux arbustifs et lisières	Contrôle de l'intégrité des zones évitées dans le cadre du suivi de chantier (cf. MA2)
MEC2	Naturel Paysage	E1.1a	Assurer une zone de quiétude favorable pour la nidification des espèces des milieux arbustifs et lisières et préserver la continuité écologique du site	
MEC3	Naturel Physique Humaine	E1.1a	Assurer une zone de quiétude favorable pour la nidification des espèces des milieux arbustifs et lisières et préserver la continuité écologique du site	
Mesures de réduction				
MRT1	Naturel Physique Paysage Humain	R1.1a/ R1.1b	Limitation/adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou de zones de circulation des engins de chantier/ Limitation/adaptation des installations de chantier	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT2	Physique	R2.1c	Optimisation de la gestion des matériaux (déblais et remblais)	1 035 000€ HT
MRT3	Naturel Physique Humain	R2.1d	Dispositif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier	Inclus dans le coût du chantier de construction Kits absorbants : 1 000 euros pour 15 kits absorbants tous liquides 45 L.
MRT4	Naturel Physique Paysage	R2.1e	Dispositif de prévention de lutte contre l'érosion des sols	3 010 € HT
MRT5	Physique Humain	R2.1j	Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Intégré au coût global du chantier de construction
MRT6	Naturel Paysage Physique	R2.1r	Dispositif de repli du chantier	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT7	Physique	R2.1t	Limiter le risque incendie en phase travaux	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT9	Naturel	R3.1a	Adaptation de la période des travaux sur l'année	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT10	Paysage Humain	R2.2	Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT11	Naturel Milieu humain	R2.2k	Réduire les impacts du projet liés à la pollution lumineuse sur le faune en phase chantier	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT12	Naturel	R2.1p	Gestion d'une partie de la mosaïque de vergers abandonnés et friches à hautes astéracées épineuse afin de maintenir une friche prairiale thermophile	Mise en œuvre : 3 000€ HT Suivi :

Mesure	Milieu concerné	Numéro de la mesure	Objectif de la mesure	Coût estimé
				2 000€HT
MRT13	Physique Naturel Humain	R2.2q	Dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes	Inclus dans le coût global du projet
MRT14	Physique	R2.2r	Limiter le risque incendie en phase exploitation	Inclus dans le coût du chantier de construction
MRT15	Physique Naturel	R2.2s	Espacement intermodules photovoltaïques permettant l'écoulement homogène des eaux de pluie	Inclus dans le coût global du projet
Mesures d'accompagnement				
MA1	Naturel	A7a	Limiter les intrusions et la fréquentation du site par le public ; favoriser la présence d'espèces inféodées aux milieux arbustifs ; créer un effet brise vue sur l'installation photovoltaïque	Environ 70 125 € HT
MA2		A6.1a	S'assurer du bon respect de l'ensemble des mesures prises ; échanger avec les entreprises travaux ; former le personnel technique aux enjeux présents sur le site.	8 250€HT
MA3		A9	Maintenir et favoriser le passage des mammifères de tailles moyennes (hauteur : 12 à 30 cm) sur l'ensemble de l'emprise projet	Inclus dans le coût du chantier de construction

En raison d'un impact résiduel faible à positif pour les thématiques liées au milieu physique, humain ainsi qu'au milieu paysager, **aucune mesure de compensation ne sera mise en place sur ces thématiques dans le cadre du projet**.

La mise en œuvre de l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction permet d'aboutir à un impact résiduel négligeable (non significatif) sur les espèces dont l'impact brut est significatif (« faible » dans le cas présent). Certaines mesures auront un effet bénéfique pour plusieurs espèces

3.6 IMPACTS SUR LES SITES NATURA 2000

A la suite des directives européennes « Habitats-Faune-Flore » (n° 97/43/CEE du 21 mai 1992 avec la mise à jour par la directive 2006/105/CEE) et « Oiseaux » (n° 2009/147 du 30 novembre 2009), un dossier d'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 est requis pour les plans et projets dont l'exécution pourrait avoir des répercussions significatives sur les sites Natura 2000. L'évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 relève de la responsabilité du porteur de projet et son contenu spécifique devra être conforme à l'article R. 414-23 du code l'environnement et intégrée dans l'étude d'impact ou à part.

Après réalisation de la notice simplifiée Natura 2000, il apparait que le projet n'aura pas d'incidences sur les sites Natura 2000.

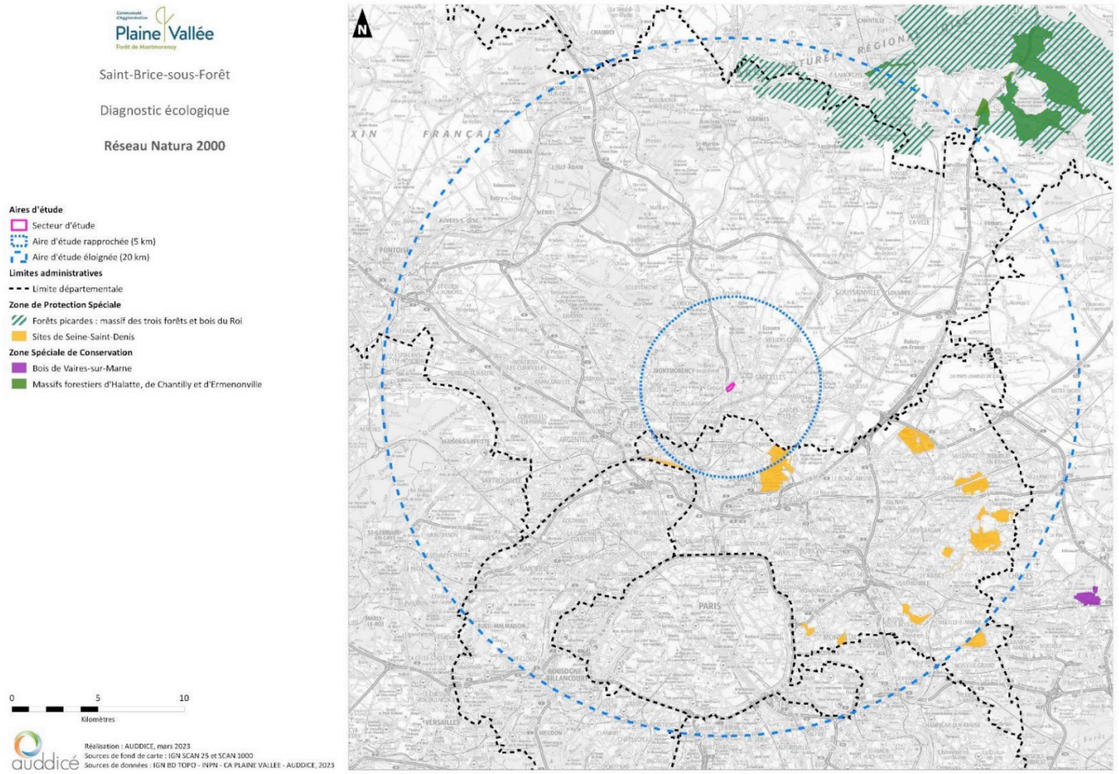


Figure 6 : Localisation des sites Natura 2000 par rapport au site du projet

3.7 ANALYSE DES EFFETS CUMULES AVEC LES AUTRES PROJETS CONNUS

Pour l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus, les projets à prendre en considération (article R.122-5 du Code de l'Environnement, version en vigueur depuis le 29 décembre 2022) tiennent compte du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.

Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.

Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.

Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une consultation du public ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage.

La recherche des projets à prendre en compte est réalisée au sein du périmètre de l'aire d'étude éloignée, soit d'un rayon de 5 km autour du projet ainsi qu'au sein de la commune d'implantation du projet et pour des projets construits également (recherche en date du 25 juin 2025), sur une temporalité de 8 ans (depuis 2017).

Les projets ayant fait l'objet d'une procédure au cas par cas mais ne nécessitant pas d'étude d'impact n'ont pas été pris en compte dans cette étude.

A ce jour, un unique projet dans un rayon de 5 km autour du projet de centrale photovoltaïque de Saint-Brice-sous-Forêt a fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement et d'une enquête publique ou d'une étude d'impact au titre du Code de l'Environnement. Il s'agit du projet de ZAC des Tartes Sud sur les communes de Saint-Denis - Pierrefitte – Stains.

On note de plus la présence du projet d'aménagement paysager de la coulée verte communale à Garges-lès-Gonesse dans le Val d'Oise, situé au plus proche à 3 km au Sud-Est du projet de Saint-Brice-sous-Forêt. Toutefois, en date d'août 2023 (date du retour de la MRAE sur le projet), seul un cadrage préalable sur l'évaluation environnementale du projet a été réalisé : il s'agit d'une demande présentée par la commune en qualité d'aménageur. Il permet à un maître d'ouvrage de solliciter un avis sur le champ et le degré de précision des informations à fournir dans l'étude d'impact. Ainsi, aucune étude d'impact associée au projet n'avait été rendue à cette date, et celle-ci n'a toujours pas été rendue.

A ce stade, il n'est pas possible d'évaluer les impacts cumulés éventuels centre des deux projets, aucune étude d'impact environnementale associée au projet d'aménagement paysager de la coulée verte communale à Garges-lès-Gonesse n'ayant été publiée à ce jour.

Seul le projet de ZAC des Tartes Sud sera pris en compte dans l'analyse suivante. A noter que la réalisation et la mise à jour des études environnementales sur la ZAC des Tartes est actuellement en cours de réalisation, ce qui viendra modifier les

impacts cumulés éventuels entre les deux projets. En effet, la future étude d'impact prendre en compte les prescriptions de la MRAE proposée dans le cadre du dernier avis rendu en 2022.

Communes	Date de rendu de l'avis	Type de projet	Présentation du projet
Saint-Denis - Pierrefitte – Stains (93)	16 février 2022	ZAC des Tartres Sud	Le projet vise, sur une emprise de 33 ha comportant une friche agricole et des jardins familiaux, à réaliser 2 235 logements (soit 151 600 m2 de surface de plancher (SDP)) dont 525 logements sociaux et 420 logements spécifiques, ainsi que 23 000 m2 de SDP d'équipements publics (un collège, deux groupes scolaires, une crèche, des équipements sportifs, des infrastructures). Le présent avis fait suite à deux avis de l'Autorité environnementale émis respectivement en 2015 dans le cadre d'une première procédure de DUP, et en 2016 dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale (loi sur l'eau). À ce jour, la première phase du projet a été réalisée. La seconde est engagée. Ainsi, le collège, une école et trois ensembles de logements ont été livrés. La MRAe a formulé d'autres recommandations plus ponctuelles, dans l'avis dont les conclusions sont détaillées ci-après.

Ainsi, l'étude d'impact du seul projet cumulé pris en considération au droit de l'aire d'étude éloignée étant en cours de mise à jour, les éventuels impacts cumulés associés à la dernière étude menée seront amenés à évoluer et à être réduits suite aux recommandations de la MRAE.

3.8 VULNERABILITE DU PROJET FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AU RISQUE D'ACCIDENT OU DE CATASTROPHES MAJEURS

Il est couramment admis que le changement climatique se traduira à moyen et long terme par des phénomènes climatiques aggravés : l'évolution du climat modifie la fréquence, l'intensité, la répartition géographique et la durée des évènements météorologiques extrêmes. Les aléas météorologiques qui peuvent être envisagés à moyen et long terme sur la région Occitanie sont : sécheresses, augmentation du risque de retrait-gonflement des argiles, incendies, et fortes précipitations. En outre, la productivité de centrale photovoltaïque est uniquement dépendante de la durée et de l'intensité de l'ensoleillement pour la production d'énergie solaire ; ces phénomènes n'impactent donc pas de façon significative ce type de serres photovoltaïques. Il est à noter qu'une élévation trop élevée de la température entraîne une baisse de rendement des panneaux solaires.

Par ailleurs, la centrale photovoltaïque n'émet aucun rejet atmosphérique, notamment de gaz à effet de serre, et permet de produire de l'énergie en substitution des énergies conventionnelles, dont la production génère la consommation de matières premières et des émissions polluantes. Le développement des installations solaires répond donc à la lutte contre le changement climatique.

Le risque majeur est la possibilité de survenue d'un évènement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société. Un risque majeur est caractérisé par sa faible fréquence et par son importante gravité. Au sein de l'aire d'étude éloignée, la vulnérabilité qui peut être définie en termes de « risques d'accidents et de catastrophes majeurs » est essentiellement liée au retrait-gonflement des argiles et aux feux de forêt.

Dans l'hypothèse où un incident majeur surviendrait à proximité de la centrale photovoltaïque au sol, très peu de dégâts seraient occasionnés du fait de la nature même des installations : atteinte possible des structures (chute) et des panneaux solaires, pas de risque d'explosion ou d'écoulement de produits polluants, pas de risque significatif d'incendie, pas d'atteinte du personnel (sauf si opération de maintenance en cours), …

De plus, il n'existe aucune activité voisine du projet de nature à engendrer des accidents ou catastrophes majeurs.

Le projet n'est donc pas considéré comme vulnérable en cas d'accident ou de catastrophe majeure. Les incidences engendrées par le projet dans ce cas seraient très limitées et localisées. Des mesures adaptées d'évitement et de réduction sont mises en œuvre pour en maîtriser les effets.

3.9 EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT AVEC ET SANS PROJET

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'environnement dans le cas où le projet n'est pas mis en œuvre, et dans le cas où il est mis en œuvre. L'évolution de l'environnement est réalisée à une échelle de 40 ans, durée pendant laquelle la centrale photovoltaïque sera exploitée. Les principaux facteurs environnementaux susceptibles d'être affectés par le projet sont : le milieu physique (écoulement des eaux et imperméabilisation des sols), le milieu naturel, le contexte démographique et socio-économique, l'occupation du sol, le trafic routier, les nuisances sonores, la qualité de l'air, et le paysage.

Evolution probable du site avec et sans le projet photovoltaïque

Thème	Résumé de l'état actuel de l'environnement	Évolution tendancielle sans projet	Évolution avec mise en place du projet
Milieu physique	▪ La zone d'implantation potentielle présente un climat qualifié d'océanique caractérisé par des hivers frais et des étés modérément chauds. Les précipitations sont inférieures à la moyenne nationale de 770 mm/an. ▪ La base de données de Keraunos ne recense aucun phénomène d'orage, de grêle ou de pluie intense sur la commune de la zone d'implantation potentielle durant les dix dernières années. Les épisodes climatiques extrêmes restent rares mais peuvent représenter une menace au vu de leur caractère imprévisible : ils sont donc à prendre en compte dans l'aménagement. ▪ En termes d'insolation, les mois les plus irradiés sont ceux de fin de printemps et d'été. La station météo du Bourget présente un ensoleillement moyen de 1 634.3 h par an, plus faible que la moyenne nationale. L'ensoleillement est particulièrement faible entre novembre et janvier, et plus important en période estivale. ▪ Concernant les vents, ceux-ci proviennent majoritairement du Sud-Ouest, Nord et Nord-Est. ▪ Les conditions semblent ainsi réunies afin de profiter d'un bon fonctionnement d'une centrale photovoltaïque. ▪ La zone d'implantation potentielle présente un climat qualifié d'océanique caractérisé par des hivers frais et des étés modérément chauds. Les précipitations sont inférieures à la moyenne nationale de 770 mm/an. ▪ La base de données de Keraunos ne recense aucun phénomène d'orage, de grêle ou de pluie intense sur la commune de la zone d'implantation potentielle durant les dix dernières années. Les épisodes climatiques extrêmes restent rares mais peuvent présenter une menace au vu de leur caractère imprévisible : ils sont donc à prendre en compte dans l'aménagement. ▪ En termes d'insolation, les mois les plus irradiés sont ceux de fin de printemps et d'été. La station météo du Bourget présente un ensoleillement moyen de 1 634.3 h par an, plus faible que la moyenne nationale. L'ensoleillement est particulièrement faible entre novembre et janvier, et plus important en période estivale. ▪ Concernant les vents, ceux-ci proviennent majoritairement du Sud-Ouest, Nord et Nord-Est. ▪ Les conditions semblent ainsi réunies afin de profiter d'un bon fonctionnement d'une centrale photovoltaïque : ▪ Le sol de la zone d'implantation potentielle est constitué de calcaire, marnes et gypse, d'après la carte géologique au 1/50 000ème, d'après la base de données GIS Sol, la lithologie simplifiée et l'étude du site menée par Ginger en 2024. ▪ Un ouvrage géologique (forage) se trouvant au droit de la même formation géologique (masses et marnes du gypse) que la zone d'implantation potentielle a permis de déterminer la succession lithologique supposée au droit du site : la lithologie est dominée au droit de cet ouvrage par du calcaire. ▪ L'étude géotechnique préalable à la réalisation du projet réalisée afin de déterminer les contraintes et exigences constructives sera prise en compte afin d'assurer la stabilité et la pérennité des ouvrages (nature et profondeur des fondations, des ancrages…). ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par deux masses d'eau souterraines : « l'Eocène du Valois » (FRHG104) et « Albien-Néocomien captif » (FRHG218). ▪ Au droit de la zone d'implantation potentielle se trouve une masse d'eau libre sédimentaire. La masse d'eau « Eocène du Valois » dispose d'un état chimique médiocre dont les objectifs d'atteinte ont été fixés à 2027. ▪ Des pressions liées aux phytosanitaires ont été identifiées sur cette masse d'eau. La masse d'eau « Albien-Néocomien captif » dispose d'un bon état chimique et sans pressions. ▪ Concernant le réseau hydrographique à proximité de la zone d'implantation potentielle, aucune masse d'eau de type rivière n'est recensée au droit de la zone d'implantation potentielle, le cours d'eau le plus proche c'est le « Ru des Haras » passe à 554 mètres à l'ouest de la zone d'implantation potentielle. ▪ Trois masses d'eau de type rivière sont recensées au droit de l'aire d'étude éloignée. Pour ces cours d'eau, l'état chimique est qualifié de bon, tandis que l'état écologique est soumis à un objectif moins strict. ▪ Selon l'ARS Ile de France, il n'existe ni captage public d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) ni périmètres de protection de captage d'eau potable dans la commune de Saint-Brice-sous-Forêt et dans les communes limitrophes. ▪ Aucun cours d'eau de liste 1 ou 2 ne s'écoule au droit de l'aire d'étude éloignée. La Seine est classée à la fois en classe 1 et 2, et passe à 5 km au sud-ouest du site, en limite de l'aire d'étude éloignée.	Le site restera en l'état actuel, il n'y aura pas de modifications.	Le projet ne représente pas un obstacle hydraulique et n'augmente que de peu l'imperméabilisation des sols (environ 2,5% de la surface clôturée). Le débit de ruissellement engendré par le projet augmente de manière négligeable par rapport à la situation initiale. Les eaux pluviales s'écouleront de la même manière qu'aujourd'hui vers les points bas et les réseaux de fossés locaux. De plus, les sols seront modérément remaniés pour les besoins de l'opération, les seuls terrassements prévus sont localisés et concernent la création des pistes, de la plateforme de déchargement, des postes électriques, de la base vie en phase chantier et de la citerne. La topographie sera ponctuellement modifiée pour les besoins du projet. Les préconisations du SDIS ont été prises en compte dans la conception du projet (accès, citerne, pistes, etc.). Le projet n'aura pas d'impact sur le climat local ni sur les risques naturels.

	▪ Afin de préserver et d'améliorer l'état qualitatif et quantitatif de la ressource, la zone d'implantation potentielle est en outre classée en zone sensible à l'eutrophisation et en zone de répartition des eaux, et est concernée que par divers documents de planification (SDAGE et PGRI Seine-Normandie 2022-2027, SAGE Croult-Enghien-Vieille Mer). ▪ Le projet devra donc veiller à ne pas perturber les flux et à ne pas dégrader l'état des masses d'eau souterraines et superficielles. ▪ La zone d'implantation potentielle est exposée au risque retrait-gonflement des argiles avec un enjeu moyen. Il est à noter qu'aucun mouvement de terrain n'est recensé à proximité immédiate de la zone d'implantation potentielle. ▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt est concernée par le PPR Mouvement de terrain – Affaissements et effondrement liés à la présence de gypse (dissolution naturelle) et de carrières abandonnées de gypse en milieu urbain approuvé le 08 avril 1987. ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par un risque inondation, d'après le DDRM 95 ▪ Aucun PPRI approuvé ne concerne la commune de Saint-Brice-sous-Forêt. ▪ La zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par le risque inondation par débordement de cours d'eau ni par les risques de remontées de nappe par inondations de cave et/ou débordements de nappe. ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par le PAPI de la vallée de l'Oise 2025-2031 ainsi par le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) du Seine-Normandie. ▪ Sur la zone d'implantation potentielle, le risque radon est faible ainsi que le risque de feu de forêt. ▪ Le risque sismique sur la zone d'implantation potentielle est faible, n'amenant pas d'exigences constructives particulières ▪ La zone d'implantation potentielle est peu sujette aux risques liés aux phénomènes climatiques extrêmes.		
Milieu naturel	▪ Habitats - Aucun habitat n'est d'intérêt communautaire ▪ Flore -Absence d'espèce protégée et/ou patrimoniale recensée ▪ Zones humides - Absence de zone humide ▪ Invertébrés - 53 espèces recensées -2 espèces protégées : Grillon d'Italie, Mante religieuse ▪ Amphibiens - Aucune espèce recensée - Aucune espèce potentiellement présente ▪ Reptiles - 2 espèces protégées recensées : Orvet fragile, Lézard des murailles ▪ Oiseaux -32 espèces recensées, 19 patrimoniales et/ou protégées, 11 utilisent le site pour leur cycle de vie -17 espèces patrimoniales. 12 à enjeu modéré potentiellement nicheuse sur le site. 1 à enjeu fort potentiellement nicheuse sur le site : Élanion blanc ▪ Mammifères -Une espèce patrimoniale : Lapin de Garenne ▪ Chiroptères -5 espèces protégées recensées -3 chassent sur le site : Pipistrelle commune, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius ▪ Continuités écologiques ▪ L'aire d'étude immédiate est une enclave de milieux ouverts au sein de milieux fermés. Elle a une faible responsabilité vis-à-vis des continuités écologiques	Sans entretien, tel que c'est le cas aujourd'hui, le site va progressivement se refermer et être entièrement colonisé par les astéracées hautes et les arbustes, entraînant une perte d'habitats de milieux semi-ouverts.	En application de la démarche ERC prévue par la réglementation, le pétitionnaire a, dès la phase de conception du projet, réduit son impact sur les espèces, les habitats. Néanmoins, plusieurs habitats d'espèces (pour l'alimentation, la reproduction et le repos) seront détruits par le projet. Après mise en place de mesures, des incidences significatives sont attendues sur l'Ecaille chinée, le Grillon d'Italie, la Mante religieuse, Accenteur mouchet, Bergeronnette grise, Hypolaïs polyglotte et le Serin cini. Ces espèces feront l'objet de mesures de compensations et les espèces protégées feront également l'objet d'un dossier de dérogation espèce protégée.

Milieu humain	▪ Selon la nomenclature Corine Land Cover, l'aire d'étude éloignée est majoritairement composée de tissu urbain discontinu (plus de 61,2% de sa surface), avec la présence de quelques terres arables hors périmètre d'irrigation (9,5%) ; ▪ Les systèmes culturaux et parcellaires complexes sont très minoritaires mais tout de même représentés (environ 5,7%) ; ▪ La zone d'implantation potentielle est entièrement classée comme une surface agricole selon la nomenclature Corine Land Cover, sous la catégorie des systèmes culturaux et parcellaires complexes (Code Corine Land Cover 242). Néanmoins, elle ne figure pas dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2023 en tant que parcelle agricole ; ▪ D'après la visite de terrain, la zone d'implantation est constituée de végétation plus ou moins dense sur le site d'étude, ainsi que de débris de déchets éparpillés sur l'ensemble de la parcelle. ▪ La zone d'implantation potentielle est située dans le département de Val d'Oise, au droit de la commune de Saint-Brice-sous-Forêt qui dispose d'une population de 15 209 habitants en 2021, avec une densité de population de 2 534,8 habitants/km². Depuis 1968, la population a plus que triplé, enregistrant une croissance de plus de 300 % ; ▪ L'aire d'étude rapprochée, délimitée par un rayon de 500 mètres autour de la zone d'implantation, est principalement composée de zones urbaines ; ▪ Dans l'aire d'étude éloignée, le bâti prédomine, particulièrement dans la partie sud, où se concentrent des quartiers résidentiels et des commerces. Plusieurs routes départementales traversent cette aire. La zone d'implantation potentielle est située en périphérie des zones d'habitation, la zone résidentielle la plus proche se trouvant en limite Est de la zone d'implantation potentielle ; ▪ L'aire d'étude est très peuplée et présente une densité élevée, étant principalement constituée de zones urbaines ; ▪ L'activité agricole est faible au droit de la commune de Saint-Brice sous-Forêt avec seulement 2 exploitations en 2020 contre 6 en 1988. En revanche, la superficie agricole utilisée (SAU) a connu une augmentation depuis 1988, passant de 23 ha en 1988 à 40 ha en 2020 ; ▪ Sur la zone d'étude, aucune parcelle n'est inscrite dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2023 en tant que parcelle agricole ; ▪ La dernière année de recensement de la parcelle au RPG est 2020, avec quelques parcelles agricoles recensées en tant que vergers. ▪ Trois forêts publiques sont recensées au droit de l'aire d'étude éloignée, la plus proche située à 2km au Nord-Ouest de la zone d'implantation potentielle, il s'agit de « La forêt domaniale de Montmorency » ; ▪ L'intégralité de la zone d'implantation potentielle est constituée de formations végétales, au droit de Verger très majoritairement, avec quelques boisements au Sud et au Nord-Est ; ▪ La zone d'implantation potentielle n'impacte toutefois aucune forêt domaniale ni forêt communale soumise au régime forestier ; ▪ L'intégralité de la zone d'implantation potentielle est constituée de formations végétales, comprenant principalement d'anciens vergers désormais présents de manière modérée, ainsi que quelques boisements au sud et au nord-est. ▪ Ces vergers ne sont toutefois plus présents depuis 2020, dernière année de recensement du site dans le Registre Parcellaire Graphique (RPG), et sont désormais occupés par une décharge à ciel ouvert ; ▪ Aucune activité de chasse ou de pêche n'a lieu au droit de la zone d'implantation potentielle ; ▪ La zone d'implantation potentielle ne représente pas un site d'intérêt touristique, même si l'aire d'étude éloignée peut présenter quelques attraits touristiques, à fréquentation modérée toutefois. A noter la présence de monuments historiques au droit de l'aire d'étude éloignée, pouvant attirer les visiteurs. ▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt est concernée par les nuisances sonores routières, ferroviaires et aériennes. Ainsi, la zone d'implantation potentielle est affectée par ces trois types de sources de nuisances ; ▪ Le site est concernée par la carte stratégique de bruit de l'aérodrome Paris - Charles de Gaulle ; ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par le PPBE de l'aérodrome de Paris-Charles de Gaulle approuvés par l'arrêté inter préfectoral n°17134 du 8 juin 2023 ; ▪ Elle est également concernée par des nuisances sonores, lumineuses et vibratoires principalement en raison des routes et de la voie ferroviaire. ▪ Concernant l'accès, la zone d'implantation potentielle est accessible par la route départementale RD311, puis par la rue Eugene Houdry ; ▪ D'après la visite de site réalisée en avril 2025, le trafic était en effet peu significatif au droit de la route départementale RD8 qui permet d'accéder au site d'étude. En effet, cette portion de RD8 desservant le site d'implantation est majoritairement empruntée par les utilisateurs de la déchetterie située directement au Sud du site ; ▪ Selon les données de 2014 à 2023, Saint-Brice-sous-Forêt a enregistré 113 accidents de la route. Sur la RD301 à proximité directe du site, un accident grave non mortel a été enregistré le 08 janvier 2016. Cet accident a fait 2 blessés hospitalisés et 2 blessés légers. De plus, l'intersection de la RD301 avec la RD125, à 400 mètres au nord du site, a été le lieu de plusieurs accidents au cours des 10 dernières années ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ;	Si l'évolution continue de même, la population devrait continuer à rester stable sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt. Le projet se situe en zone naturelle (PLU de Saint-Brice-sous-Forêt). Ainsi, le site ne devrait pas voir de construction autre qu'à vocation agricole ou forestière sous son emprise. Il n'est pas attendu d'évolution du trafic au droit du projet. Le niveau de bruit restera similaire à l'état actuel. Il n'est pas attendu d'évolution notable de la qualité de l'air au droit de l'emprise du projet. Le site continuera d'accueillir une zone de décharge à ciel ouvert, comme cela est le cas depuis plusieurs années. La végétation reprendra sa place au droit du site, qui tendra à se fermer petit à petit.	Les retombées économiques du projet engendreront des apports financiers supplémentaires aux collectivités, leur permettant de développer les activités du territoire. Le site d'implantation, accueillant actuellement une zone de décharge à ciel ouvert, changera d'occupation des sols. Le projet s'inscrira en effet dans une démarche de valorisation de terres notamment impropres à l'agriculture. Peu de véhicules accèderont au site durant la période d'exploitation de la centrale photovoltaïque. Les agents de maintenance passeront à intervalles réguliers mais espacés (plusieurs fois par an) pour entretenir et contrôler le site. De plus, ces passages se feront avec des véhicules légers et seront limités aux pistes de la centrale et aux voies d'accès existantes. L'impact du projet sur l'augmentation du trafic est négligeable. Une centrale photovoltaïque n'émet aucune nuisance sonore. Aucun impact n'est à redouter sur l'ambiance sonore. Le niveau sonore reste identique à celui actuel. Le procédé photovoltaïque n'émet aucun rejet atmosphérique et l'électricité produite par le photovoltaïque n'émet pas de pollution lors de la transformation de l'énergie solaire en énergie électrique. La production d'énergie photovoltaïque étant renouvelable, c'est-à-dire produite en quantité supérieure à l'énergie consommée au cours de son cycle de vie, la centrale présente un impact positif sur la consommation d'énergie.

	▪ La zone d'implantation potentielle est concernée par le risque de transport de matières dangereuses, via la proximité avec la voie de chemin de ferrrée et la route départementale en bordure Ouest du site, une canalisation de transport de matières dangereuses, de type gaz naturel, se trouve dans la partie sud-est de la zone d'implantation potentielle. ▪ L'aire d'étude éloignée compte 138 ICPE, la plus proche étant située à 100 m au Sud de la zone d'implantation potentielle dans la commune de Groslay, , toutefois recensée en fin d'exploitation. Les ICPE classées Seveso au droit de l'aire d'étude éloignée sont localisées à distance de la zone d'implantation du projet et ne possèdent pas de PPI pouvant impacter le secteur. ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle compte une installation SEVESO seuil bas. Toutefois, elle n'est pas exposée aux effets des sites SEVESO limitrophes et n'est pas soumise au risque industriel des installations SEVESO, d'après le DDRM du département. Elle n'est pas concernée par un PPRT associé aux établissements SEVESO du département ; ▪ D'après la base de données Géorisques la commune de Saint-Brice-sous-Forêt n'est pas soumise au risque de rupture de barrage, ni concernée par le risque nucléaire ou le risque minier ; ▪ Aucune ligne électrique souterraine ou aérienne du réseau ENEDIS ou du réseau RTE ne traverse la zone d'implantation potentielle. Une ligne électrique souterraine haute tension du réseau ENEDIS passe en limite ouest de la zone d'implantation potentielle. La ligne aérienne la plus proche passe à 665 mètres au Sud de la zone d'implantation potentielle du réseau RTE (LIAISON 225kV N0 1 PLESSIS-GASSOT - TILLIERS), avec des pylônes associés ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par le PSA de l'aéroport de Paris-Le Bourget approuvé par décret NOR le 28 juin 2018. ▪ Quatre cent quatre-vingts sites CASIAS sont recensés au sein de l'aire d'étude éloignée, tandis que douze sont situés dans l'aire d'étude rapprochée. Le plus proche est localisé à 140 mètres au Sud-Ouest du site : il s'agit de la « Station-service » (code SSP3901661) sur la commune de Groslay ; ▪ Par ailleurs, deux sites BASOL sont recensés au droit de l'aire d'étude éloignée le plus proche étant « Gatefosse (Ex-Libiol SA) » code SSP001057201, situé sur la commune de Soisy-sous-Montmorency, à 4,5 km à l'ouest de la zone d'implantation potentielle ; ▪ L'aire d'étude éloignée recense 17 sites SIS, dont deux à proximité de la zone d'implantation potentielle. La commune de la zone d'implantation potentielle ne dispose pas de déchèterie sur son territoire. ▪ Les données de l'ATMO Ile de France et du PCAET de la CA de la Plaine Vallée indiquent que la qualité de l'air est plutôt satisfaisante au droit du site et de ses alentours. ▪ La pollution de l'air au droit du site semble principalement associée aux axes routiers à proximité de la zone d'implantation potentielle ▪ La commune de Saint-Brice-sous-Forêt n'est actuellement pas concernée par aucun périmètre de SCOT ; ▪ D'après le PLU, la zone d'implantation potentielle est localisée au droit d'une zone Npv (naturelle photovoltaïque) ; ▪ La commune de la zone d'implantation potentielle n'est pas concernée par la loi Montagne, ni par la loi Littoral ; ▪ Le projet devra être compatible avec le PLU de Saint-Brice-sous-Forêt. Il devra également respecter le mouvement de terrain lié à la présence de gypse, les aléas de retrait-gonflement d'argile, le classement du département en zone à risque d'exposition au plomb, ainsi que le Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Paris-Charles de Gaulles ; ▪ La zone d'implantation potentielle est concernée pardeux servitudes d'utilité publique, T1 - zones de protection relative à la présence d'une Voie ferrée SNCF et T5 - servitudes aéronautiques de dégagement (civile).		
Paysage et patrimoine	▪ L'aire d'étude éloignée comprend Vingt-six monuments historiques et leur périmètre de protection, mais aucun ne recoupe la zone d'implantation potentielle. Le plus proche est le « Domaine du Pavillon Colombe », localisé à 1 km au Nord-Ouest du site sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt. ▪ L'aire d'étude éloignée concerne neuf sites inscrits. Le plus proche de la zone d'implantation potentielle est l'« Ensemble du Massif des Trois Forêts de Carnelle, l'Isle-Adam, Montmorency et leurs abords », situé à 900 mètres au nord-ouest du site d'étude, sur les communes de L'Isle-Adam et Montmorency. ▪ L'aire d'étude éloignée compte huit sites classés, le plus proche étant situé à 1 km au nord de la zone d'implantation potentielle. Il s'agit de « Parc et résidence, 32-34 rue de Paris » sur la commune de Saint-Brice-Sous-Forêt. ▪ L'aire d'étude éloignée est concernée par un seul site patrimonial remarquable : il s'agit du « Site patrimonial remarquable d'Enghien-les-Bains », situé à 3,9 km de la zone d'implantation potentielle, sur la commune d'Enghien-les-Bains. ▪ Treize zones de présomption de prescription archéologique sont recensées au sein de l'aire d'étude éloignée. La plus proche est située à 1,8 km au sud du site, il s'agit de la « Zone de saisine / Église et ancien bourg médiéval » sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine. Aucune zone de présomption de prescription archéologique n'est recensée au sein de la zone d'implantation potentielle. ▪ Le PLU de Saint-Brice-sous-Forêt précise également qu'un site archéologique connu est présent à tout juste 65 mètres au Nord du site. ▪ La zone d'implantation fait partie de l'unité paysagère des plaines urbanisées au droit du département du Val d'Oise, au droit de la sous-unité paysagère de la Sarcelles-Petit Rosne, à proximité des Buttes et vallons de Carnelle, de L'Isle-Adam et de Montmorency, ainsi qu'aux lisières urbanisées de l'ouest de la plaine de France. Elle est marquée par une forte densité urbaine, liée à la proximité de l'agglomération parisienne, et par une structuration paysagère influencée par l'urbanisation progressive de la Plaine de France.	Compte tenu des règles d'urbanisme, aucun projet d'urbanisation susceptible de modifier les composantes paysagères de la zone de projet n'est à attendre. La zone de dépôt de déchets à ciel ouvert, actuellement présente sur le site, devrait se poursuivre si aucune mesure de régulation n'est mise en place.	Les quelques structures végétales existantes à proximité du site (masques paysagers) seront intégralement préservées. Ces éléments arborés et arbustifs permettront d'assurer une intégration paysagère harmonieuse du projet dans son environnement et de masquer le projet depuis les secteurs de visibilité. Par ailleurs, la plantation de haies supplémentaires en sur toute les bordures du site (au Nord pour les routes à proximité, à l'Ouest également pour la route RD311 d'accès au site, ainsi qu'au Nord-Est pour les habitations à proximité) contribuera à masquer le projet depuis les environs proches qui constituent, pour rappel, les seuls enjeux paysagers significatifs du secteur. Les lignes de vue sur le projet sont ainsi limitées, et la topographie locale ne sera pas modifiée.

	▪ L'ambiance paysagère du territoire est marquée par la forte présence de bâti aux abords du site et au sein de l'aire d'étude éloignée, ainsi que par un réseau d'infrastructures routières diversifié et la présence de voies ferrées assurant une bonne desserte du secteur ; ▪ Des points de vue directs sont possibles au niveau de l'aire d'étude, mais disparaissent progressivement à mesure que l'on s'éloigne du site, en raison des masques urbains environnants ; ▪ Présence d'axes routiers départementaux et de rues locales autour de la zone d'implantation potentielle ; ▪ Présence de plusieurs quartiers résidentiels et commerciaux à proximité du site. ▪ Le bassin visuel théorique de la zone d'implantation potentielle concerne principalement le sud-ouest, l'ouest et le nord-est de l'aire d'étude éloignée. La visibilité théorique du site reste très localisée, notamment depuis les routes départementales RD301, RD311, RD125, RD193 et RD316, ainsi que depuis certaines zones d'habitation et infrastructures proches du site. Cette visibilité ponctuelle concerne également quelques quartiers à proximité direct de la zone d'implantation, ainsi qu'un petit tronçon du GR655 traversant l'aire d'étude rapprochée. Toutefois, en tenant compte de la végétation et du bâti, la zone d'influence visuelle se limite essentiellement à l'aire d'étude rapprochée. ▪ Au sein de la ZIP et à proximité immédiate, la visibilité sur le site d'implantation est directe depuis la route départementale RD301, la rue Eugène Houdry et la zone commerciale au nord-ouest du site. En s'éloignant du site, notamment depuis les zones résidentielles, la visibilité est progressivement réduite en raison de la présence de masques paysagers (haies) et de l'urbanisation environnante. L'enjeu associé aux visibilités depuis l'aire d'étude rapprochée est ainsi qualifié de faible à modéré ; ▪ Au droit de l'aire d'étude éloignée, soit dans un rayon de 5 km autour du site, aucune visibilité sur le site n'est constatée, en raison de la forte urbanisation du secteur et des masques paysagers présents. Étant situé dans une zone très urbanisée, végétalisée et entourée de bâtiments, le site est totalement invisible depuis les différentes zones d'habitation situées dans l'aire d'étude éloignée. Les visibilités depuis l'aire d'étude éloignée sont nulles ; l'enjeu paysager associé est donc considéré comme faible. ▪ L'intégration paysagère du projet devra être soigneusement pensée afin de l'inscrire au mieux dans une composition paysagère mêlant un tissu fortement urbanisé marqué par la présence massive de bâti et des éléments naturels, tels que la végétation présente au niveau de la zone d'implantation et dans la partie nord-ouest de l'aire d'étude éloignée, afin de limiter les visibilités depuis les habitations aux alentours et les infrastructures ro utières limitrophes. L'enjeu concernant les visibilités sur la zone d'implantation potentielle est qualifié de faible à modéré plus localement.		

3.10 METHODOLOGIE ET AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact a été mandatée par le SIGEIF et réalisée par SOLER IDE, AUDDICE et Ecosphère concernant le milieu naturel.

La méthodologie de l'étude d'impact consiste en une analyse détaillée de l'état actuel du site et de son environnement, réalisée à plusieurs échelles, qui est ensuite confrontée aux caractéristiques des éléments du projet, de la phase de chantier jusqu'à sa mise en œuvre effective.

L'analyse de l'état actuel du site et de son environnement a été réalisée à partir d'un recueil de données auprès des administrations, des organismes publics ainsi qu'auprès d'études spécifiques complémentaires et d'enquêtes de terrain.

De plus, des investigations naturalistes de terrain ont permis de caractériser avec davantage de précisions l'état actuel du milieu naturel.

L'identification et l'évaluation des impacts positifs et négatifs, directs et indirects, temporaires ou permanents du projet ont été réalisées par confrontation entre les caractéristiques du projet (emprises, aménagements prévus…) et les enjeux et sensibilités de l'environnement identifiés.

Dans le respect de la Doctrine nationale sur la séquence « éviter, réduire, compenser » publiée en 2012, des mesures permettant d'éviter et réduire ces impacts ont alors pu être proposées en concertation avec la maîtrise d'ouvrage. Les modalités de suivi de ces mesures et de leurs effets ont enfin été définies. Aucune mesure compensatoire ne s'est avérée nécessaire dans le cadre de ce projet.

Equipe mobilisée dans la cadre de la réalisation de l'étude d'impact

Structure	Rôle dans le cadre de la mission	Equipe mobilisée	Courriel
SOLER IDE GROUPE VERTICAL SEA **SOLER IDE** 4 Rue Jules Védrines BP 94204 31031 Toulouse Cedex 4	Rédaction de l'étude d'impact (volets généralistes et paysage) Partie impacts et mesures du volet milieu naturel	Julie ALLAVENA – Cheffe de projet généraliste *(Ingénieure diplômée de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse)* Abderrahmane MANSOURI – Chargé d'étude environnement en charge de la rédaction de l'étude d'impact (Diplômé de l'université de Gustave Eiffel), 3 ans d'expérience Lauryne DE RYCKE PHILIPOT, 4 ans d'expérience, Ingénieur *écologue (Master 2 « Gestion des territoires et du développement local mention Gouvernance de la transition, écologie et société », Université Paris Sud)* Chargée d'études écologue	jallavena@soler-ide.fr amansouri@soler-ide.fr
auddicé biodiversité Île-de-France **Auddicé biodiversité** **Agence IdF** **119ter rue Paul Fort** **91310 Montlhéry** **03 27 97 36 39**	Rédaction du volet naturel (état initial)	BELTRANDO Koïchi – Chargée d'étude entomofaune et herpétofaune GAUVRIT Matthieu – Chargé d'étude floristique TREBUCHET Elise – Chargée d'étude chiroptère et herpétofaune GANNA Rémy – Chargé d'étude avifaune et herpétofaune SIBONI Sarah– Cheffe de projet en écologie	
écosphère ÉCOSPHÈRE Antenne Ouest Bassin parisien ZA de la Chaîne, 116 Chemin Blanc - 78370 Plaisir	Rédaction des parties impacts et mesures du volet milieu naturel	*Adil BAGHLI - Coordination technique et scientifique :* *Océane TOUZET - Analyses floristiques, phytoécologiques et zones humides* *Théo D'AMONVILLE / Emilie BRISSIAUD - Analyses faunistiques* *Léna LI - SIG et cartographie*	adil.baghli@ecosphere.fr

4 CONCLUSION

Le SIGEIF et la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée a initié le projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Saint-Brice-sous-Forêt dans le Val d'Oise (95), au droit de la région Ile de France.

Le projet retenu, d'une superficie totale de 8,1 ha, s'inscrit pleinement dans les ambitions internationales, européennes, nationales, régionales et locales de production d'énergie par des sources renouvelables et contribuera significativement au développement de la filière solaire tel que défini par les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE). Il permettra la production d'électricité couvrant les besoins de 1 393 personnes.

Le projet s'implante sur des terrains « naturels » au sens du PLU de la commune. Le projet permettra de valoriser des terres impropres à l'activité agricole, qui sont depuis plusieurs années occupée par des dépôts de déchets et en partie recouvert par de la végétation. Le projet permettra d'ailleurs le retrait des déchets in situ, améliorant notamment les conditions pour la biodiversité et les mammifères.

Le projet est actuellement compatible avec le zonage Npv du terrain.

Le site respectera au maximum son environnement en développant une production d'énergie renouvelable répondant aux objectifs de développement au niveau local notamment, au droit d'un site aujourd'hui non utilisé, en état de friche.

Conformément aux procédures règlementaires, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact. L'objectif de cette étude est de mettre en évidence les enjeux du site et les contraintes et sensibilités environnementales afin de proposer l'implantation la plus cohérente et les éventuelles mesures nécessaires pour éviter, réduire ou à défaut compenser les impacts potentiels du projet sur l'environnement.

Le projet initial a évolué au cours des mois dans le but de limiter son impact, prendre en compte la sécurité des biens et des personnes, les contraintes économiques, techniques, paysagères et financières, ainsi que les enjeux relatifs à la faune, la flore et aux habitats naturels.

Par ailleurs, des mesures fortes de prévention des pollutions accidentelles, de défense contre les incendies et de protection de la biodiversité en phase de chantier et d'exploitation ont été retenues.

La mise en œuvre de l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction permet d'aboutir à un impact résiduel négligeable (non significatif) sur les espèces dont l'impact brut est significatif (« faible » dans le cas présent). Certaines mesures auront un effet bénéfique pour plusieurs espèces

Les 13 espèces protégées effectuant tout ou partie de leur cycle biologique au sein de l'aire d'étude immédiate ont fait l'objet d'une analyse des impacts du projet.

Le projet n'aura pas d'impact direct et indirect sur la majorité de ces espèces suite à la mise en place des mesures d'évitement en phase conception MEC1 et MEC2. S'agissant des espèces protégées présentes sur la zone d'implantation du projet, les impacts résiduels sont de niveau « négligeable » sur les populations locales de ces espèces.

Aucune demande de dérogation à la législation sur les espèces protégées n'est ainsi nécessaire.

Concernant les zones humides réglementaires, aucune n'est recensée au droit de l'emprise du projet.

Les structures végétales existantes à proximité du site étant intégralement préservées, le site du projet n'est visible que depuis ses abords proches (depuis la route départementale RD301, la rue Eugène Houdry et la zone commerciale au nord-ouest du site). Étant situé dans une zone très urbanisée, végétalisée et entourée de bâtiments, le site est totalement masqué depuis les différentes zones d'habitation situées à proximité et même à distance de la future centrale solaire. De plus, la plantation de haies supplémentaires en bordures du site contribuera à masquer le projet depuis ces environs proches et à assurer les continuités écologiques. Ainsi ces éléments arborés et arbustifs couplés à la topographie locale du secteur permettront d'assurer une intégration paysagère harmonieuse du projet dans son environnement et de masquer le projet depuis les secteurs de visibilité. Notons que la disposition des lignes de panneaux photovoltaïques et des clôtures s'adaptera à la topographie du site, permettant d'intégrer harmonieusement le projet aux perspectives paysagères.

Avec la mise en œuvre de ces mesures, la grande majorité des impacts résiduels prévisibles du chantier et de l'exploitation de la centrale photovoltaïque ont pu être évalués à un niveau faible ou très faible, ce qui valide l'ensemble des efforts engagés par le porteur de projet pour intégrer le développement du projet dans son environnement physique, naturel, paysager et humain.